

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
(NOMINATIFS)
N°R03-2023-177

PUBLIÉ LE 6 JUILLET 2023

Sommaire

Direction Générale des Territoire et de la Mer / Direction Environnement, Agriculture, Alimentation et Forêt

R03-2023-07-05-00009 - Arrêté portant autorisation d'utilisation du symbole graphique RUP pour une durée de cinq ans délivré à SIONG Houa (26 pages)	Page 3
R03-2023-07-05-00012 - Arrêté portant autorisation d'utilisation du symbole graphique RUP pour une durée de cinq ans délivré à XIONG Tons (22 pages)	Page 30
R03-2023-07-05-00013 - Arrêté portant autorisation d'utilisation du symbole graphique RUP pour une durée de cinq ans délivré à YA VA THAY Philippe (40 pages)	Page 53

Direction Générale des Territoire et de la Mer

R03-2023-07-05-00009

Arrêté portant autorisation d'utilisation du
symbole graphique RUP pour une durée de cinq
ans délivré à SIONG Houa

**ARRETÉ n°
portant autorisation d'utilisation du symbole graphique RUP pour une durée de cinq ans
délivré à SIONG Houa**

Le Préfet de la région Guyane
Chevalier de la Légion d'honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le règlement (UE) n° 228/2013 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2013 portant mesures spécifiques dans le domaine de l'agriculture en faveur de régions ultrapériphériques de l'Union abrogeant le règlement (CE) n°247/2006 du Conseil ;

Vu le règlement délégué (UE) n° 179/2014 de la Commission du 6 novembre 2013 complétant le règlement (UE) N°228/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le registre des opérateurs, le montant de l'aide pour la commercialisation des produits hors de leur région, le symbole graphique et le financement de certaines mesures relatives aux mesures spécifiques en faveur de l'agriculture dans les régions ultrapériphériques de l'Union ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 180/2014 de la Commission du 20 février 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n°228/2013 du Parlement européen et du Conseil portant mesures spécifiques dans le domaine de l'agriculture en faveur des régions ultrapériphériques de l'Union ;

Vu le règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que les règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytosanitaires ;

Vu l'article L. 230-5-1 du Code rural et de la pêche maritime, fixant la part des produits de qualité et durables dans les repas servis en restauration collective (loi « EGAlim ») ;

Vu la circulaire n° DGAL/SDRIR/C 99- 8002 du 23 février 1999, relative à la mise en œuvre en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique et à la Réunion du symbole graphique pour des produits agricoles ou de la pêche de qualité, spécifiques aux régions ultrapériphériques ;

Vu le dossier de demande d'autorisation d'utilisation du symbole graphique RUP Guyane pour une durée de cinq ans par **SIONG Houa** en date du **12/12/2022** domicilié **52 RUE SOEUR Anne-Marie Gueran – village Javouhey – 97360 MANA** ;

Vu l'avis favorable du Comité d'Orientation Stratégique et de Développement Agricole (COSDA) en date du 15 décembre 2022 ;

SUR proposition du Directeur de l'Environnement, de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt de la Guyane :

ARRETE

Article 1 :

L'agrément pour utiliser le symbole graphique RUP Guyane est accordé à **SIONG Houa n° SIRET 812 116 762 00012** pour la **banane**.

Article 2 :

Le cahier des charges « **banane** », annexé au présent arrêté, est validé pour l'utilisation du symbole graphique RUP Guyane conformément aux dispositions de l'article 7 du règlement délégué (UE) n° 179/2014 de la Commission du 6 novembre 2013

Article 3 :

L'agrément est retiré au terme de la procédure contradictoire, lorsque le Préfet ou l'autorité compétente a constaté que l'opérateur agréé n'a pas respecté les prescriptions du cahier des charges ou a manqué à l'une des obligations résultant des engagements prévus à l'article 6 paragraphe 4 du règlement délégué (UE) n° 179/2014 de la Commission du 6 novembre 2013 et la circulaire n° DGAL/SDRIR/C99-8002 du 23 février 1999. Ce retrait est opéré à titre provisoire ou définitif en fonction de la gravité des manquements constatés.

Le retrait d'agrément est notifié par décision préfectorale.

Article 4 :

L'agrément est octroyé pour une durée de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 5 :

Le Secrétaire Général des services de l'État et le Directeur de l'Environnement, de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Guyane sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs des services de l'État en Guyane.

Cayenne, le 05 JUL. 2023

Le Directeur de l'Environnement, de l'Agriculture, de l'Alimentation
et de la Forêt



Patrice PONCET

Le directeur général des Territoire et de la Mer, en vertu de son pouvoir réglementaire, a autorisé l'utilisation du symbole graphique ci-dessous pour une durée de cinq ans à compter de la date de signature de l'arrêté.

Le présent arrêté est applicable à compter de la date de signature de l'arrêté. Il est applicable à l'ensemble des communes du territoire de la Région de la Grande Terre.

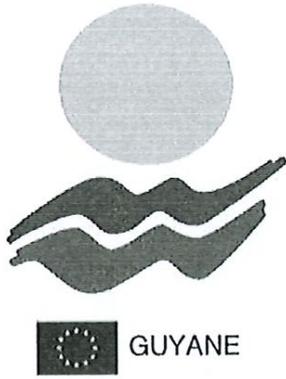
En foi de quoi, le directeur général des Territoire et de la Mer a signé l'arrêté ci-dessus et a apposé son sceau.

Le directeur général des Territoire et de la Mer, en vertu de son pouvoir réglementaire, a autorisé l'utilisation du symbole graphique ci-dessous pour une durée de cinq ans à compter de la date de signature de l'arrêté.

ESUC 2023 07 05 00009

Le directeur général des Territoire et de la Mer, en vertu de son pouvoir réglementaire, a autorisé l'utilisation du symbole graphique ci-dessous pour une durée de cinq ans à compter de la date de signature de l'arrêté.





LOGO RUP
LA PROMOTION DES PRODUITS DE QUALITE DE L'EUROPE
D'OUTRE MER

Cahier des charges

Banane dessert

Table des matières

Table des matières	2
I. Introduction.....	3
II. Textes de référence.....	4
III. Caractéristiques de la banane dessert « RUP Guyane »	5
1. Dénomination du produit « RUP Guyane »	5
2. Description du produit	5
3. Diagramme de production	5
4. Caractéristiques générales de la culture de la banane dessert.....	6
IV. Méthodes de maîtrise et de contrôle.....	11
1. La gestion de l'exploitation	11
2. Le suivi technique de la culture de la banane dessert « RUP Guyane »	12
3. Modalités d'étiquetage	14
Annexes	16
Annexe 1 : Tableau récapitulatif des critères du cahier des charges.....	16
Annexe 2 : Fiche de suivi de la culture de banane	17
Annexe 3 : Modèle de registre phytopharmaceutique	18
Annexe 4 : Liste des organismes de formation délivrant le certificat « Certiphyto » en Guyane.....	19
Annexe 5 : Liste des entreprises proposant un service de collecte des déchets agricoles.....	20
Annexe 6 : Conditions d'utilisation et de reproduction du symbole graphique	21

I. Introduction

Présentation de la démarche :

Le label RUP est une démarche permettant de valoriser la production agricole et agro-alimentaire des Régions Ultra Périphériques européennes en certifiant leur qualité et leur origine. Les cahiers des charges en Guyane, établis par produit, sont définis localement par les interprofessions à l'issue d'un travail de concertation avec l'ensemble des acteurs du secteur concerné et les services de la DEAAF-DGTM. Les cahiers des charges ainsi que les agréments des opérateurs sont validés en Comité d'Orientations Stratégique et de Développement Agricole (COSDA) et font l'objet d'un arrêté préfectoral.

En Guyane, la mise en place du label RUP vise à permettre aux produits locaux d'accéder durablement au marché de la restauration collective de Guyane, dans le cadre de la loi EGALIM (article 24). En effet, cette loi stipule que d'ici 2022, 50% de l'approvisionnement (en valeur) de la restauration collective devra se faire sous signe de qualité (sous réserve des dispositions légales en vigueur pour la Guyane). A ce titre, le label RUP permet aux producteurs guyanais d'avoir un accès privilégié aux marchés publics, tout en garantissant aux consommateurs un produit local et répondant à une démarche qualité. En effet, cette démarche indique que le produit suit des règles de production spécifiques, qui sont contrôlées et qui garantissent une qualité régulière des produits finis.

La création du label RUP cherche également à favoriser un développement territorial des systèmes de production et de transformation. A ce titre, le label est un moyen de renforcement de la souveraineté alimentaire de la Guyane, de création d'emplois locaux et de promotion d'un système alimentaire plus respectueux de l'environnement (réduction de l'empreinte carbone).

Domaine d'application

Les producteurs engagés dans la démarche sont sensibles aux enjeux de protection de l'environnement, de qualité des sols, de biodiversité et de qualité de l'air et de l'eau. Ce cahier des charges a pour objet de fournir un cadre aux producteurs, afin de garantir un produit de qualité qui met en avant les spécificités guyanaises. Au regard de l'évolution des pratiques des producteurs, le présent cahier des charges pourra être amené à évoluer afin d'accompagner la dynamique collective mise en œuvre sur différentes composantes (traitements phytosanitaires, semences, etc.). Le label RUP permet aux producteurs de garantir une traçabilité des pratiques de culture auprès des transformateurs et des clients de la restauration collective.

Présentation du produit

La labellisation RUP engage des producteurs à produire de la « Banane dessert » selon les modalités inscrites dans le présent cahier des charges. Il reprend les éléments suivants :

- Le respect de la réglementation en vigueur,
- Le lieu de culture : la Guyane,
- Le mode de culture avec la mise en place de pratique de lutte intégrée des cultures,
- Le degré de maturité des bananes : elles sont récoltées pour une commercialisation sur le territoire guyanais,
- La valorisation de la diversité des systèmes de production guyanais : les systèmes traditionnels (abattis), la petite agriculture intensive, etc.
- La traçabilité des bananes.

II. Textes de référence

En cas de modification des textes réglementaires, les nouvelles versions s'appliquent automatiquement.

- Règlement (CE) n°852/2004 du Parlement Européen et du Conseil, du 29 avril 2004, relatif à l'hygiène des denrées alimentaires.
- Règlement (CE) n°178/2002 du Parlement Européen et du Conseil, du 28 janvier 2002, établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires.
- Règlement (UE) n° 1169/2011 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011, concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires,
- Code de la consommation - Partie réglementaire - Livre IV, titre 1er, Chapitre II, Section 2 - Mode de présentation et étiquetage - article R.412-3 et suivants,
- Règlement (UE) no 396/2005 du Parlement européen et du Conseil du 23 février 2005 concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale et modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil.
- Décret n°55-1126 du 19 août 1955 pris pour l'application de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne des fruits et légumes, et modifiant le décret du 15 avril 1912.
- Arrêté du 20 juillet 1956 commerce des fruits et légumes.

III. Caractéristiques de la banane dessert « RUP Guyane »

1. Dénomination du produit « RUP Guyane »

« Banane dessert »

2. Description du produit

Le bananier est une plante herbacée vivace de la famille Musacée dont la hauteur de la tige varie entre 1,5 et 8 mètres. Les fruits du bananier constitués par un ensemble appelé « régime » sont verts à la sortie de l'inflorescence et jaune à maturité.

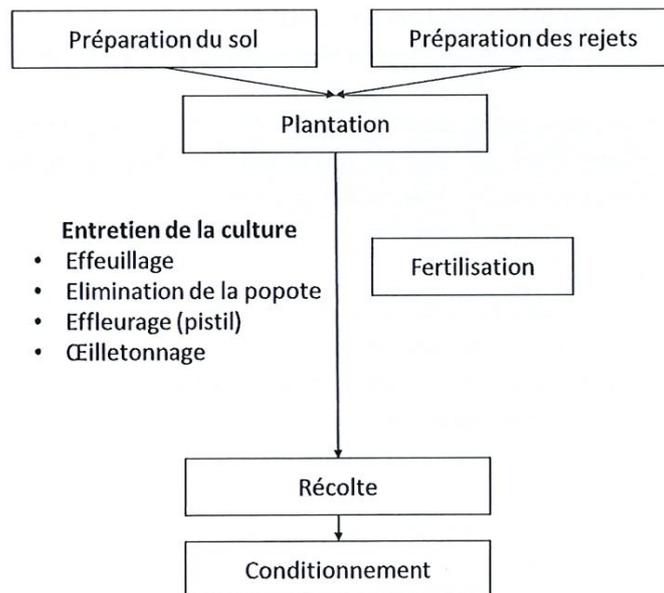
Les principales variétés cultivées en Guyane sont :

- Bacove,
- Cavendish,
- Florhan 924,
- Cochon,
- Figue-pomme.

La conduite culturale de la bacove est plus adaptée au climat et au sol guyanais que d'autres variétés (Cavendish par exemple). Les variétés indiquées sont données à titre indicatif et ne constituent pas un engagement pour le producteur.

Dans les conditions guyanaises, le premier cycle du bananier est d'environ 9 mois mais il peut s'étaler sur une année complète en fonction de l'itinéraire technique, des variétés cultivées et des conditions pédoclimatiques. Les cycles suivants sont plus courts (5 à 7 mois).

3. Diagramme de production



4. Caractéristiques générales de la culture de la banane dessert

a. Le sol

Le bananier est une herbacée avec un enracinement superficiel (10 à 30 centimètres de profondeur). Pour favoriser la prospection du sol par les racines, le bananier va préférer des terrains profonds, meubles et bien drainés. Le pH optimal est de 5.5 à 7.5.

Pour garantir d'une bonne implantation du matériel végétal, la préparation du sol est une étape importante. Sur sol nu, un labour et un fraissage sont recommandés. Au vu de la situation de la parcelle, la réalisation de canaux ou fossés de drainage permettra un ressuyage de la parcelle et l'élimination des eaux stagnantes.

Il est conseillé d'effectuer des trous de plantation profonds afin de constituer un volume de terre suffisamment important pour permettre un bon développement des plants et de leurs racines. Une fumure de fond pourra être également apportée lors de la préparation du sol ou directement dans les trous de plantation. Pour établir les quantités à incorporer, **le producteur doit se référer à l'historique culturel de la parcelle.**

Les parcelles où la culture labellisée est implantée, doivent être situées sur le territoire guyanais.

b. Le matériel végétal

Le bananier se reproduit par voie végétative (rejets) ou in-vitro.

Si le producteur travaille avec des rejets, il peut les obtenir de deux manières :

- Autoproduction des rejets issus des parcelles de bananiers de l'exploitation concernée. Les rejets sélectionnés pour la plantation doivent être prélevés pendant la phase de croissance du pseudo-tronc et sur des plants sains (indemne de charançons et de nématodes).
- Achat de rejets provenant d'une autre exploitation agricole ou d'un pépiniériste certifié pour la production de plants de bananiers. Lors de l'achat des rejets à une autre exploitation agricole, le producteur veille au bon état sanitaire du matériel végétal acheté avant de le transporter sur son exploitation.

Si le producteur achète des vitro-plants de bananiers, ils doivent provenir d'un centre certifié pour la production de vitro-plants. Dans ce cas, le producteur s'engage à respecter les protocoles d'autorisation pour leur introduction sur le territoire guyanais.

c. La plantation

La densité par hectare va dépendre de la disposition des plants sur la parcelle ou encore du degré de pente de la parcelle. **La densité ne doit pas dépasser 2 500 pieds/ha.** Cependant, si le producteur dépasse une densité de 1 600 pieds/ha, **il doit mettre en place à minima deux modules de lutte intégrée des cultures** sur la parcelle concernée.

d. La fertilisation

Les bananiers ont des besoins importants en azote et potassium et faibles en phosphore. Il convient alors d'utiliser des engrais plutôt faibles en phosphore et riches en azote et potassium et de bien maîtriser les dosages et les périodes d'application pour une utilisation optimale afin d'éviter les pertes dans l'environnement. Au cours du cycle de la plante, la fertilisation doit être fractionnée en plusieurs apports au fur et à mesure de la croissance de la bananeraie. Plus les apports seront fractionnés, plus ceux-ci seront efficaces (réalisés tous les 15 jours par exemple) et limiteront les risques de perte par

lessivage limitant ainsi la quantité d'intrants totale à apporter. En revanche, si aucun système d'irrigation n'est installé sur l'exploitation, il est conseillé de stopper l'apport d'engrais durant la saison sèche, car celui-ci sera peu efficient.

Afin de définir sa stratégie de fertilisation, le producteur peut s'appuyer sur le « Guide technique pour la production de bananes en Guyane Française - Nouvelle édition 2018 augmentée¹ » qui donne des indications en termes d'apports et de qualité des engrais.

e. La protection phytosanitaire

Le producteur devra s'assurer que les produits utilisés sur la culture de la banane sont homologués pour cette culture et l'usage sélectionné. De plus, il s'engage à respecter les conditions d'utilisations des produits et en particulier le respect des doses homologuées.

f. L'irrigation

La culture du bananier exige un apport important et régulier en eau tout au long du cycle de culture pour assurer une bonne productivité. Le bananier souffre de l'excès et du manque d'eau. Ces besoins moyens étant de 100 à 150mm d'eau par mois. Selon les régions de Guyane, le bananier va souffrir d'un excès d'eau en saison des pluies et d'un manque en saison sèche. Ainsi, le producteur est encouragé à mettre en place un système de drainage et d'irrigation dans la bananeraie afin de favoriser réciproquement, l'écoulement du surplus d'eau de pluie et l'apport d'eau en période sèche.

g. L'entretien

Les bananiers nécessitent des soins afin de garantir la qualité du fruit.

Lorsque les doigts sont relevés à l'horizontale, quelques jours après la floraison de la dernière main, il est recommandé d'éliminer la fleur mâle, appelée « popote ». En parallèle, il est conseillé de réaliser un effleurage : élimination des pistils de bananes en cours de formation afin d'éviter le développement de champignons.

Un effeuillage, tout au long du cycle de culture, peut être réalisé afin de dégager le régime en enlevant les premières feuilles qui limitent l'ensoleillement.

Enfin, un œilletonnage peut être pratiqué quand les rejets ont atteint environ 20 cm de hauteur. Il consiste à couper tous les rejets de la plante sauf un qui servira pour le cycle suivant. Le rejet le plus performant et qui permettra de maintenir l'homogénéité spatiale de la plantation sera sélectionné. L'œilletonnage doit être réalisé tous les mois.

h. Mise en place d'un module de lutte intégrée

L'exploitant devra obligatoirement mettre en œuvre sur sa parcelle labellisée un module de protection par lutte intégrée des cultures parmi les trois proposés ci-dessous. En revanche, si la parcelle de bananiers labellisée dépasse une densité de 1 600 plants/ha, il devra alors mettre en place deux modules de lutte intégrée des cultures. La protection intégrée vise la croissance de plantes saines en veillant à perturber le moins possible l'agroécosystème et en favorisant les mécanismes naturels de lutte contre les ennemis des cultures.

¹ Guide technique pour la production de bananes en Guyane Française - Nouvelle édition 2018 augmentée : https://coatis.rita-dom.fr/osiris/files/GuideTechniquePourLaProductionDeBananesE_fichier_ressource_11678-cirad-2015-guide_technique_pour_la_production_de_bananes_en_guyane_francaise.pdf

Pour mettre en place le module sélectionné, plusieurs pratiques sont proposées, l'exploitant devra mettre en œuvre une pratique à minima pour réaliser le module.

- Module 1 : Suppression des traitements phytosanitaires herbicides
- Module 2 : Rotation de cultures bénéfiques
- Module 3 : Association de cultures

Module 1 : Suppression des traitements phytosanitaires herbicides

Ce module vise à limiter le développement des adventices dans les parcelles de bananiers. Pour mettre en œuvre ce module, le producteur ne doit pas employer de traitements phytosanitaires herbicides sur la totalité des parcelles produisant les bananes « RUP Guyane » et pendant tout le cycle de culture (de la plantation à la coupe des pseudo-troncs de bananiers). Pour gérer l'enherbement, le producteur peut faire appel à différentes pratiques culturales qui sont :

- Le paillage biodégradable

Cette pratique consiste à répandre sur 50% au minimum de la parcelle de bananiers labellisée « RUP Guyane », un matériau biodégradable uniquement, limitant ainsi le développement des adventices et de certains bio-agresseurs. A titre d'exemple, les paillages biodégradables sont le BRF, le compost, les résidus de culture, les toiles biodégradables, les feuilles de bananiers (disposées sur le sol lors de l'effeuillage), etc. Plusieurs types de paillages peuvent être utilisés simultanément sur les parcelles engagées.

- Le désherbage mécanique et/ou manuel (sarclage, binage)

Cette pratique vise à mettre en œuvre des interventions mécanisées et/ou manuelles sur la culture de bananiers labellisée « RUP Guyane » afin de réduire la pression des adventices par arrachage ou coupe.

- La mise en place de plantes de couverture

Cette pratique consiste à implanter des plantes de couverture, à minima sur l'inter-rang, pendant toute la période de culture des bananiers. Plusieurs espèces peuvent jouer le rôle de plantes de couverture, la liste ci-dessous est donnée à titre d'exemple. Le choix de l'espèce à implanter va dépendre de son cycle (annuel ou pérenne), de ses besoins (type de sol, ensoleillement), de son éventuel envahissement et par conséquent de la disponibilité du producteur à la maîtriser. Il est possible de semer plusieurs espèces spontanément.

- Des graminées pérennes : *Bracharia ruziziensis* et *Bracharia decumbens*,
- Des lianes grimpantes : *Calopogonium mucunoïdes* et *Pueraria phaseoloides* (kudzu ou mucuna),
- Des légumineuses annuelles : *Canavalia ensiformis* (pois cochon)
- Des légumineuses pérennes : *Arachis pintoï*, *Desmodium ovalifolium*, *Alysicarpus vaginalis*, *Stylosanthes guianensis* et *Crotalaria sp.*
- Des plantes annuelles ou vivaces : *Drymaria cordata* (petit mourou), *Cleome rutidosperma* (caya blanc) et *Impatiens walleriana*.

Module 2 : Rotation de cultures bénéfiques

Ce module a pour objectif de limiter la pression des maladies et des ravageurs en coupant leurs cycles de reproduction et d'améliorer la structure du sol en prospectant par des systèmes racinaires diversifiés (à différentes profondeurs). Pour mettre en œuvre ce module, le producteur peut faire appel à différentes pratiques culturales qui sont :

- La mise en place d'une jachère avant l'implantation de la culture :

La jachère doit être mise en place sur l'ensemble de la parcelle qui va être implantée en bananiers « RUP Guyane » et pendant une durée minimum de 12 mois. Cette pratique agricole consiste à arrêter la production de cultures commerciales, c'est-à-dire qu'aucune récolte ne doit être exportée de la parcelle pendant la période définie de jachère. En revanche, le producteur peut effectuer des travaux agricoles pendant cette période : travail du sol, apport d'amendements, etc. A la fin de la jachère, la végétation naturelle doit être coupée et laissée sur place. Elle peut être ensuite enfouie ou laissée à la surface en mulch. Pour éviter la repousse des herbes dans la culture, le producteur peut laisser repousser les graines et les détruire par enfouissement avant qu'elles ne produisent de nouvelles graines (technique du faux semis). Il ne doit pas y avoir de culture entre la jachère et la plantation des bananiers labellisés.

- La mise en place d'un engrais vert avant l'implantation de la culture :

L'engrais vert doit être mis en place sur l'ensemble de la bananeraie « RUP Guyane ». L'engrais vert est semé ou bouturé, puis coupé et laissé sur place. L'engrais vert peut être ensuite enfoui ou laissé à la surface en mulch. L'engrais vert doit être semé 6 mois avant l'implantation de la culture au minimum et aucune culture ne doit être implantée entre l'engrais vert et la bananeraie labellisée. Plusieurs espèces peuvent être implantées comme engrais vert, la liste ci-dessous est donnée à titre d'exemple. Le choix de l'espèce à planter va dépendre de son cycle (annuel ou pérenne), de ses besoins (type de sol, ensoleillement), de son éventuel envahissement et par conséquent de la capacité du producteur à la maîtriser.

- Des graminées pérennes : Brachiaria tanner, Brachiaria humidicola (kikuyu), Brachiaria decumbens, Digitaria swazilandensis, Ischaemum timorense (lukuntu), Ischaemum indica (andropogon) et Echinochloa sp.
- Des légumineuses pérennes : Arachis pintoï, Desmodium ovalifolium, Calopogonium muconoides, Pueraria phaseoloides (kudzu ou mucuna), Aeschynomene sp. et Stylosanthes guianensis.

Module 3 : Association de cultures

Ce module a pour objectif de limiter la propagation des maladies et des ravageurs sur les cultures et ainsi réduire l'utilisation de produits phytopharmaceutiques. Elle permet également d'améliorer la structure du sol en prospectant par des systèmes racinaires diversifiés et de combiner des cultures ayant des besoins minéraux différents. Pour mettre en œuvre ce module, le producteur doit alterner des cultures différentes de façon à les rendre complémentaires. La culture en association doit être implantée au minimum 6 mois dans la bananeraie (sachant que les six mois ne sont pas obligatoirement consécutifs dans le cas des cultures à cycle court). Pour les cultures ayant un cycle inférieur à 6 mois, deux cycles de culture doivent ainsi être implantés (exemple de la patate douce). Le producteur peut cultiver les bananiers en association avec les cultures suivantes :

Cultures en association avec les bananiers		Cultures interdites
Cultures autorisées	Taux d'implantation de la culture en association dans la parcelle	
Dachine et igname	20% minimum de la parcelle doit être implantée	Manioc (peut donner un gout amer aux bananes)
Patate douce		
Cucurbitacées (courge)		
Maïs	10% minimum de la parcelle doit être implantée	
Haricot	50% minimum de la parcelle doit être implantée	
Cacaoyer		

Agrumes (oranger, citronnier, mandarinier, etc.)	50% minimum de la parcelle doit être implantée	
--	--	--

i. La récolte

Le début de la récolte commence à minima 9 mois après la plantation. Ce délai varie en fonction des variétés et du climat. La 1^{ère} récolte est en général étalée sur 2 à 3 mois. La récolte des fruits doit être réalisée avant que le processus de mûrissement ne démarre, c'est-à-dire lorsque les fruits sont arrondis avec les arrêtes encore visibles.

j. Le conditionnement

Pour assurer une bonne commercialisation des bananes, il est préconisé d'effectuer un effleurage définitif des bananes et de laver le régime et les coussinets pour limiter le développement de champignons. Les régimes sont ensuite découpés en bouquets finaux. Il est conseillé de laver les bouquets à l'eau pour accélérer l'élimination du latex. Pour le dernier lavage, le producteur doit utiliser l'eau du réseau (eau potable au sens réglementaire).

IV. Méthodes de maîtrise et de contrôle

A travers la mise en œuvre des méthodes de maîtrise et de contrôle présentées ci-dessous, le producteur constitue les justificatifs permettant de vérifier les critères inscrits dans le présent cahier des charges. Le support d'enregistrement (papier ou informatique) est au choix du producteur. Le tableau présenté à l'Annexe 1 récapitule l'ensemble des méthodes de maîtrise et de contrôle à constituer.

1. La gestion de l'exploitation

a. Transparence et traçabilité

La traçabilité

Le producteur doit avoir mis en œuvre un système de traçabilité permettant d'identifier l'origine et le parcours du produit issu de son exploitation. Pour cela, les justificatifs suivants doivent être présents sur l'exploitation :

- La liste de l'ensemble des clients et des fournisseurs (dont les prestataires de service),
- Une comptabilité simple regroupant les achats et ventes ainsi que les factures associées,

L'ensemble des informations enregistrées ainsi que la documentation associée doit être facilement mobilisables par l'exploitant.

La responsabilité de l'exploitant

L'exploitant est responsable de sa production et doit veiller au respect de la réglementation en vigueur. A ce titre, il s'engage à se soumettre à tous les contrôles et toutes les vérifications demandées par les services officiels de contrôle. Des contrôles peuvent être effectués par le service SALIM de la DEAAF-DGTM² ou de la DGCOPOP³ afin de mesurer notamment les limites maximales de résidus (LMR). En cas de dépassement, le produit n'est pas apte à la consommation humaine. Pour cela, le producteur s'engage à signer une attestation sur l'honneur indiquant qu'il accepte de se soumettre à l'ensemble des contrôles dans le cadre de la démarche de labellisation.

b. Le Certiphyto

Le Certificat individuel produits phytopharmaceutiques « Certiphyto », est un document nominatif qui atteste de connaissances suffisantes pour utiliser les produits phytopharmaceutiques en sécurité et en réduire l'usage. Le Certiphyto est obligatoire pour toutes les personnes amenées à acheter, vendre, appliquer des produits phytopharmaceutiques ou à apporter un conseil sur leur utilisation.

L'exploitant s'engage à utiliser les produits phytosanitaires conformément à la réglementation en vigueur, en termes de pratiques d'utilisation, de stockage, de nettoyage du matériel de pulvérisation, et d'utilisation des équipements de protection individuelle (EPI).

L'annexe 4 présente la liste des organismes de formation pour obtenir le Certiphyto. Le certificat doit être renouvelé tous les cinq ans selon les dispositions indiquées sur le site suivant : <https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F31192>. Le renouvellement du certificat doit être demandé 3 mois avant son expiration.

² Direction Générale des Territoires et de la Mer - Direction de l'Environnement, de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt

³ DGCOPOP : Direction Générale de la Cohésion des Populations

c. La gestion des déchets industriels

L'élimination des déchets agricoles est à la charge du producteur. Pour cela, il doit les trier et les stocker dans un lieu spécifique sans risque pour les utilisateurs et l'environnement, de manière sélective selon leur nature :

- Les emballages vides de produits phytosanitaires (EVPP) et les emballages vides de produits fertilisants (EVPF),
- Les effluents contenant des résidus de produits phytosanitaires,
- Les équipements de protection individuelle usagés (EPI),
- Les paillages plastiques, les serres, les ficelles, etc. usagés.

Le brûlage, le rejet dans les milieux naturels et réseaux d'assainissement ainsi que l'enfouissement sont strictement interdits.

L'agriculteur doit ensuite se tenir informé des collectes existantes (planning de collecte) et amener ses déchets dans le cadre de dispositifs de récupération des déchets mis en place sur le territoire, s'ils existent. Le producteur s'assure de la traçabilité en conservant les attestations de remise des déchets fournies par le prestataire.

Concernant les produits phytosanitaires non utilisables (PPNU), des règles spécifiques existent. Lors de leurs stockages dans le local phytopharmaceutique, ces derniers doivent être clairement identifiés (étiquetage, inscription écrite, ensachage, etc.). De plus, les PPNU ne doivent pas être stockés sur l'exploitation plus de 12 mois à compter de la date à laquelle le produit ne bénéficie plus d'autorisation ou de permis de commerce parallèle. Ainsi, le producteur doit assurer la collecte des PPNU identifiés par les services compétents.

L'[annexe 5](#) précise la liste des entreprises prestataires sur le territoire qui proposent ce service, moyennant paiement par l'agriculteur.

2. Le suivi technique de la culture de la banane dessert « RUP Guyane »

Afin d'assurer le suivi de la culture de la banane labellisée « RUP Guyane », le producteur doit fournir les justificatifs suivants permettant de vérifier la bonne mise en œuvre des critères inscrits dans le cahier des charges. L'ensemble de ces justificatifs sont à conserver cinq ans sur l'exploitation.

- Une fiche de culture (du précédent cultural à la coupe des pseudo-troncs de bananiers) est à remplir. Les informations inscrites dans la fiche de culture doivent être certifiées exactes par le représentant légal de l'exploitation. Pour l'accompagner dans l'enregistrement des informations, le producteur peut faire appel à un conseiller technique agricole. Dans ce cas, la certification du document est validée par l'apposition de la signature du producteur et du conseiller. La compétence du conseiller pourra être prouvée par des certificats de participation à des formations techniques ainsi que des diplômes. Dans ce cas, le contrôleur pourra contacter directement le conseiller en question afin de vérifier sa qualification. Si le producteur n'a pas accès à un technicien capable d'assurer le suivi de la culture labellisée, l'apposition de la seule signature du producteur suffit.

L'ensemble des informations à inscrire dans cette fiche sont détaillées dans les parties suivantes. Un exemple de fiche de culture est présenté à l'[Annexe 2](#) avec l'ensemble des indications requises pour garantir le suivi de la culture labellisée.

- Un plan de l'exploitation localisé et/ou borné,
- Les factures d'achat du matériel végétal le cas échéant,

- Le(s) bon(s) de livraison lors de la vente de la production labellisée.

Les justificatifs permettant de vérifier la bonne mise en œuvre des critères inscrits dans le cahier des charges sont à fournir à partir de la date d'agrément. Ainsi, un producteur possédant déjà des parcelles de bananiers avant son agrément pour l'utilisation du logo « RUP Guyane » devra seulement fournir les justificatifs permettant de vérifier les critères relatifs à la fertilisation, la protection phytosanitaire, la mise en place d'un module de lutte intégrée et la récolte. Les critères concernant la plantation et les justificatifs correspondants seront à mettre en œuvre pour les bananeraies implantées après la date d'agrément.

a. La plantation

Le parcellaire

Le producteur dispose d'un plan de son exploitation localisé et/ou borné. Il permet de justifier de la position géographique des parcelles.

Le producteur devra indiquer dans la fiche de culture, le précédent cultural pour chaque culture de banane dessert.

Le matériel végétal

En fonction du type de rejets utilisé pour l'implantation de la bananeraie, le producteur devra fournir les justificatifs suivants :

- Si les rejets sont autoproduits sur l'exploitation, le producteur devra indiquer la date de prélèvement des rejets dans la fiche de culture.
- Si le matériel végétal est acheté, sous forme de rejets ou de vitro plants, le producteur devra conserver la(es) facture(s) d'achat.

La mise en terre

La date de plantation devra être enregistrée ainsi que la variété et la densité de plants dans la parcelle, dans la fiche de culture.

b. La fertilisation

Le producteur devra indiquer dans la fiche de culture, les apports de fertilisants (type de produit, date d'apport, quantité) pour chaque cycle de culture de banane labellisée.

c. La protection phytosanitaire

Le producteur doit enregistrer pour chacune de ses parcelles tout apport en produits phytopharmaceutiques. L'enregistrement de ces informations peut être réalisé dans un registre phytopharmaceutique selon le modèle présenté en [Annexe 3](#). Ce document doit contenir les informations relatives suivantes :

- Le nom commercial complet du produit utilisé,
- La quantité ou la dose de produit utilisé,
- La date de l'apport ou de l'intervention,
- Le nom de la personne ayant effectué le traitement,
- La (ou les) date(s) de récolte.
- L'identification de la parcelle traitée,
- La culture produite sur cette parcelle en précisant la variété,
- La cible du traitement (ravageurs, adventices, maladies, etc.)

Par ailleurs, lorsque qu'une présence repérée d'organisme nuisible ou de symptômes susceptibles d'affecter la sécurité sanitaire des produits d'origine végétale destinés à l'alimentation humaine est identifiée, le producteur doit également indiquer dans le document :

- Le nom de l'organisme nuisible ou, à défaut, une description de l'anomalie constatée ;
- La date du premier constat.

Enfin, ce registre doit aussi présenter les résultats de toute analyse d'échantillons prélevés sur des végétaux ou d'autres échantillons qui revêtent une importance pour la santé humaine (si de telles analyses ont été réalisées par l'exploitant pendant l'année civile en cours).

d. Mise en place d'un module de lutte intégrée

Le producteur doit mettre en place obligatoirement au moins un module de lutte intégrée sur les bananeraies labellisées (sauf dans le cas des parcelles à hautes densités, où le producteur devra justifier d'au moins deux modules de lutte intégrée). Le producteur devra justifier de la mise en œuvre d'un (ou deux en fonction des cas) module présenté dans la partie *III.4. h. Mise en place d'un module de lutte intégrée*. Pour cela, il devra conserver la fiche de culture attestant du choix du module et de son application sur la parcelle.

En fonction du module sélectionné, les indications à compléter dans la fiche de culture sont différentes.

Si le producteur choisit le module 1, il devra justifier au choix :

- La mise en place d'un paillage biodégradable en indiquant le type de paillage(s) utilisé(s),
- D'interventions physiques de désherbage en précisant le nombre de passage effectué sur la parcelle (manuellement ou mécaniquement),
- La mise en place de plantes de couverture en précisant les variété(s) implantée (s) et la date d'implantation.

De plus, aucun traitement herbicide ne devra être indiqué dans le registre phytopharmaceutique du producteur.

Si le producteur sélectionne le module 2, il devra justifier au choix :

- La mise en place d'une jachère en indiquant la date de mise en jachère
- La mise en place d'un engrais vert en indiquant la date d'implantations de l'engrais vert et la(es) variété(s) implantée(s),

Si le producteur sélectionne le module 3, il devra justifier de la mise en place d'associations de cultures en précisant l'espèce de la culture en association avec la banane, la date de plantation, la date de début de récolte et la densité de la culture en association. Dans le cas des cultures pérennes, la date de début de récolte n'est pas à préciser.

e. La récolte

Les dates de début de récolte doivent être indiquées dans la fiche de culture. Elles correspondent aux dates auxquelles le producteur commence à ramasser les régimes de la 1^{ère} récolte puis de la 2nd, etc.

3. Modalités d'étiquetage

Lors de la livraison des bananes en vue de leur vente, le producteur devra conserver le bon de livraison des fruits qui doit alors indiquer le nom et l'adresse du producteur, la variété des bananes, la quantité cédée et la date de cession. Ces informations doivent être apposées par le producteur ou la structure

de mise en marché du produit (organisation de producteurs) aussi bien sur le bon de livraison que sur l'étiquetage du contenant des bananes. Un numéro de lot doit également être indiqué, sauf en cas d'exemption prévue par l'article R.412-6 du code de la consommation.

Le symbole graphique prévu pour les produits agricoles de qualité des régions ultrapériphériques devra être apposé sur les documents de vente et sur l'étiquetage des contenants de bananes, en utilisant les règles techniques prévues par les dispositions réglementaires. Ces dispositions sont indiquées en Annexe 6.

Annexes

Annexe 1 : Tableau récapitulatif des critères du cahier des charges

INTITULE	THEMATIQUES	POINTS A CONTRÔLER	METHODES DE CONTRÔLE	JUSTIFICATIFS	
La gestion de l'exploitation	Transparence et traçabilité	Traçabilité	Possession d'une liste regroupant les clients et fournisseurs de l'exploitation avec leurs coordonnées	Documentaire	Listing des clients et fournisseurs avec leurs coordonnées
			Enregistrement des ventes et achats et archivage des factures correspondantes	Documentaire	Comptabilité avec factures correspondantes
		Informations enregistrées et documentation associée accessible	Visuel	Informations facilement mobilisable par le producteur	
	Le Certiphyto	Responsabilité de l'exploitant	Engagement de l'exploitant	Dire d'agriculteur	Attestation sur l'honneur
		Possession du certificat Certiphyto en cours de validité (si utilisation de PPT)	Documentaire	Certiphyto valide	
	La gestion des déchets agricoles industriels		Utilisation de produits phytosanitaires conformément à la réglementation (pratiques d'utilisation, stockage, nettoyage du matériel, utilisation d'EPI, etc.)	Dire d'agriculteur	Agriculteur connaît les conditions d'utilisation et de stockage des produits phytosanitaires
Déchets industriels stockés et triés			Visuel	Tri sélectif des déchets mis en place	
Le suivi technique de la culture	Le sol	Parcelles situées en Guyane	Documentaire	Plan de l'exploitation localisé et/ou borné	
		Enregistrement du précédent cultural de la parcelle	Documentaire	Fiche de culture	
	Le matériel végétal	Autoproduction rejets	Enregistrement de la date de prélèvement des rejets	Documentaire	Fiche de culture
		Achat rejets	Rejets achetés chez un producteur ou un pépiniériste certifié	Documentaire	Facture d'achat du matériel végétal
		Achat vitro plants	Vitro plants achetés dans un centre certifié	Documentaire	Facture d'achat du matériel végétal
	La plantation		Densité inférieure à 2500 plants/ha	Documentaire	Fiche de culture
			Enregistrement des apports de fertilisants	Documentaire	Fiche de culture
	La protection phytosanitaire		Utilisation de produits autorisés pour la culture de la banane et l'usage sélectionné	Documentaire	Registre phytopharmaceutique
			Respect des conditions d'utilisation des produits phytosanitaires (doses)	Documentaire	Registre phytopharmaceutique
			Enregistrement de toutes utilisations de produits phytopharmaceutiques	Dire d'agriculteur	Registre phytopharmaceutique
			Sauvegarde des résultats d'analyses d'échantillons effectués	Documentaire	Résultats d'analyses d'échantillons effectués
	La récolte		Enregistrement des dates de début de récolte	Documentaire	Fiche de culture
	Mise en place d'un module de lutte intégrée	Mise en œuvre d'un module de lutte intégrée sur les parcelles de bananiers labélisés	Si la densité est supérieure à 1600 plants/ha, mise en œuvre de 2 modules de lutte intégrée	Documentaire	Fiche de culture
				Documentaire	Fiche de culture
Module 1 : Suppression des traitements phytosanitaires herbicides			Mise en œuvre d'une pratique permettant la réalisation du module 1	Documentaire	Fiche de culture
			Utilisation d'un paillage végétal ou biodégradable	Documentaire	Fiche de culture
			Mise en place d'interventions physiques	Documentaire	Fiche de culture
			Mise en place de plantes de couverture	Documentaire	Fiche de culture
Module 2 : Rotation de cultures bénéfiques			Mise en œuvre d'une pratique permettant la réalisation du module 2	Documentaire	Fiche de culture
			Mise en place d'une jachère pendant 12 mois minimum	Documentaire	Fiche de culture
			Mise en place d'un engrais vert pendant 6 mois minimum	Documentaire	Fiche de culture
Module 3 : Association de cultures			Mise en œuvre d'une pratique permettant la réalisation du module 3	Documentaire	Fiche de culture
			Mise en place d'une association avec des tubercules respectant un taux d'occupation de la parcelle de 20%	Documentaire	Fiche de culture
			Mise en place d'une association avec du maïs ou des haricots respectant un taux d'occupation de la parcelle de 10%	Documentaire	Fiche de culture
			Mise en place d'une association avec des plantes pérennes respectant un taux d'occupation de la parcelle de 10%	Documentaire	Fiche de culture
	Mise en place d'une association avec des plantes pérennes respectant un taux d'occupation de la parcelle de 50%		Documentaire	Fiche de culture	
Les modalités d'étiquetage		Informations réglementaires indiquées	Documentaire	Bon de livraison + Etiquetage	
		Symbole graphique RUP apposé sur les documents de vente et les contenants	Documentaire	Documents de vente + Etiquetage	
		Symbole graphique RUP illustré selon les règles techniques prévues par les dispositions réglementaires	Documentaire	Documents de vente + Etiquetage	

Annexe 2 : Fiche de suivi de la culture de banane

Cette fiche est à compléter pour chaque parcelle de banane dessert présente sur l'exploitation : le producteur doit posséder une fiche par parcelle.

FICHE PARCELLAIRE POUR LA BANANE DESSERT RUP GUYANE

Parcelle 1 :

	PRECEDENT CULTURAL DE LA PARCELLE		Date de prélevement
	<input type="checkbox"/> Auto production	<input type="checkbox"/> Achat	
	MATERIEL VEGETAL		Date de plantation
			Variété implantée
	PLANTATION		Densité
			Nature des produits appliqués (nom commercial du produit)
ITINERAIRE TECHNIQUE DE LA CULTURE LABELISEE	FERTILISATION		Date(s) d'apport(s)
			Quantité apportée (kg ou m ³ /ha)
	RECOLTE		Dates de début de récolte
PRATIQUE DE LUTTE INTEGRE	<input type="checkbox"/> Mise en place d'un paillage biodégradable ou végétal <input type="checkbox"/> Désherbage physique <input type="checkbox"/> Mise en place de plantes de couverture <input type="checkbox"/> Mise en place d'une jachère <input type="checkbox"/> Mise en place d'un engrais vert <input type="checkbox"/> Tubercules	Paillage utilisé	
		Nombre de passages	
		Variété(s) implantée(s)	
		Date d'implantation	
	<input type="checkbox"/> 1 : Suppression des traitements phytosanitaires herbicides <input type="checkbox"/> 2 : Rotation de cultures bénéfiques <input type="checkbox"/> 3 : Association de cultures	Date de mise en jachère	
		Variété(s) implantée(s)	
		Date d'implantation	
		Date de début de récolte	
		Densité	
		Espèce implantée	
Date de plantation			
	Date de début de récolte		
	Densité		
	Espèce implantée		
	Date de plantation		

VISA DU CONSEILLER (si vérification des informations enregistrées) :

VISA DU PRODUCTEUR :

Annexe 4 : Liste des organismes de formation délivrant le certificat « Certiphyto » en Guyane

Nom de l'organisme de formation	Adresse du siège social	Adresse dans la région	Téléphone (siège social)
CFPPA de Matiti Macouria	Savane Matiti Av Henri Kong BP 53 97355 Macouria	Savane Matiti BP 53 97355 Macouria	05 94 38 71 46
Chambre d'Agriculture de Guyane 3 1 000942	1 Avenue des Jardins Sainte-Agathe 97355 Macouria	1, Av. des Jardins de St. Agathe 97355 Macouria	05 94 29 61 95
Pascal CUCHE 3 1 000441	Chez Mme A. SUTERA Chemin des donneuses d'eau 97118 Saint-François	Carrefour du Larivot – Lieu-dit Terca 97351 Matoury	06 90 41 82 45
RESOLIA-APCA 3 1 000217	9 avenue George V 75008 Paris	Chambre d'Agriculture de la Guyane 1 avenue des Jardins de Sainte-Agathe 97355 Macouria	01 40 64 16 70
ISTAV Institut Scientifique et Technique de l'Animal en Ville 3 1 000538	85 avenue pasteur 93260 Les Lilas	En entreprise 97300 Cayenne	01 43 62 67 82
BMDC-FORMACOM	Immeuble Rocheméane Morne Vergain 97139 Abymes	28 avenue de la liberté 97300 Cayenne	05 90 21 43 90
IRSEC 3 1 000954	P Rue Georges Eucharis, Lot DILLON Stade 97200 Fort de France	53, zone d'activité Galmot 97300 Cayenne	05 96 51 02 01

Annexe 5 : Liste des entreprises proposant un service de collecte des déchets agricoles

- Liste des entreprises de gestion de déchets :

Nom de l'entreprise	Personne contact	Lieu	Coordonnées
ENDEL	M. Lebrault	KOUROU	jean-louis.lebrault@endel.engie.com 05 94 32 72 73 / 05 94 32 72 73
IPES PENA	M. Dupuy	KOUROU	thierry.dupuy@groupepena.fr 06 94 42 91 03

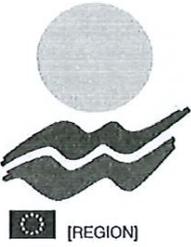
- Liste des entreprises de location de bennes pouvant proposer un service de collecte :

Nom de l'entreprise	Personne contact	Lieu	Coordonnées
SOGEMA	M. Loreaux	CAYENNE	sogema.cayenne@wanadoo.fr 06 94 23 30 86
TRANS'MAT/ JUMBOLOCATION	M. Louveau	CAYENNE	p.louveau@octo973.fr 05 94 32 98 84 / 06 94 22 54 47
GUYALOC	M. Chauvet	CAYENNE	guyalocdir@orange.fr guyaloc.prestations@orange.fr 05 94 28 95 00 / 05 94 32 55 00

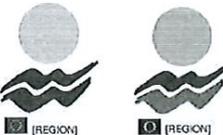
Annexe 6 : Conditions d'utilisation et de reproduction du symbole graphique

Le symbole graphique doit être reproduit et utilisé conformément aux dispositions suivantes :

- Le symbole graphique doit toujours être imprimé sur un fond blanc et si possible, tout en couleur, en quadrichromie. Exceptionnellement, il peut être reproduit en noir et blanc. Lorsque le symbole graphique fait partie d'une photo ou se trouve sur un fond coloré, il doit être placé sur un plan blanc encadré,
- Le texte est reproduit en caractère Linotype Univers Condensed, condensé à 65%
- L'espace séparant le drapeau du texte est égal à la moitié de la hauteur du drapeau.
- Les couleurs utilisés doivent correspondre aux caractéristiques suivantes :

		Couleurs de référence				
		Jaune quadrichrome: 00109000 – 10 % magenta, 90 % jaune	Vert quadrichrome: XX008000 – 80 % cyan, 80 % jaune	Bleu quadrichrome: XX100000 – 100 % magenta, 10 %	Drapeau quadrichrome: XX800000 – 100 % cyan, 80 % magenta	Étoiles quadrichromes: 0000XX00 – 100 % jaune
		Noir et blanc de référence				
		Jaune = 30 %	Vert = 80 %	Bleu = 60 %	Drapeau = 100 %	Blanc
		Le nom des régions figure toujours en caractères noirs.				

- Le pourcentage de réduction du symbole graphique doit respecter les modalités suivantes :

		Pourcentage de réduction
		Le symbole graphique en couleur ne doit pas être reproduit ni imprimé dans une dimension inférieure à 25 mm de hauteur en raison de la taille des étoiles du drapeau européen. En noir et blanc, la dimension minimale est de 30 mm de hauteur.
		Lorsqu'on place sur un plan blanc encadré le symbole graphique, l'espace qui entoure ce dernier doit correspondre à la hauteur du drapeau européen.

Direction Générale des Territoire et de la Mer

R03-2023-07-05-00012

Arrêté portant autorisation d'utilisation du
symbole graphique RUP pour une durée de cinq
ans délivré à XIONG Tons

**ARRETÉ n°
portant autorisation d'utilisation du symbole graphique RUP pour une durée de cinq ans
délivré à XIONG Tons**

Le Préfet de la région Guyane
Chevalier de la Légion d'honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le règlement (UE) n° 228/2013 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2013 portant mesures spécifiques dans le domaine de l'agriculture en faveur de régions ultrapériphériques de l'Union abrogeant le règlement (CE) n°247/2006 du Conseil ;

Vu le règlement délégué (UE) n° 179/2014 de la Commission du 6 novembre 2013 complétant le règlement (UE) N°228/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le registre des opérateurs, le montant de l'aide pour la commercialisation des produits hors de leur région, le symbole graphique et le financement de certaines mesures relatives aux mesures spécifiques en faveur de l'agriculture dans les régions ultrapériphériques de l'Union ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 180/2014 de la Commission du 20 février 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n°228/2013 du Parlement européen et du Conseil portant mesures spécifiques dans le domaine de l'agriculture en faveur des régions ultrapériphériques de l'Union ;

Vu le règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que les règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytosanitaires ;

Vu l'article L. 230-5-1 du Code rural et de la pêche maritime, fixant la part des produits de qualité et durables dans les repas servis en restauration collective (loi « EGalim ») ;

Vu la circulaire n° DGAL/SDRIR/C 99- 8002 du 23 février 1999, relative à la mise en œuvre en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique et à la Réunion du symbole graphique pour des produits agricoles ou de la pêche de qualité, spécifiques aux régions ultrapériphériques ;

Vu le dossier de demande d'autorisation d'utilisation du symbole graphique RUP Guyane pour une durée de cinq ans par **XIONG Tons** en date du **12/12/2022** domicilié au **village Javouhey – 97360 MANA** ;

Vu l'avis favorable du Comité d'Orientation Stratégique et de Développement Agricole (COSDA) en date du 15 décembre 2022 ;

SUR proposition du Directeur de l'Environnement, de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la Guyane :

ARRETE

Article 1 :

L'agrément pour utiliser le symbole graphique RUP Guyane est accordé à **XIONG Tons n°SIRET 538 651 134 00016** pour le **concombre**.

ARTICLE 10 - Dispositions relatives à la durée de validité de l'autorisation

10.1 - Durée de validité de l'autorisation

La durée de validité de l'autorisation est de cinq ans.

Le titulaire de l'autorisation est tenu de renouveler l'autorisation avant son expiration.

Le renouvellement de l'autorisation est soumis à la production d'un rapport de suivi de l'usage du symbole graphique, établi par le titulaire de l'autorisation, et à la réalisation d'un diagnostic de l'état de l'environnement marin.

Le renouvellement de l'autorisation est soumis à la production d'un rapport de suivi de l'usage du symbole graphique, établi par le titulaire de l'autorisation, et à la réalisation d'un diagnostic de l'état de l'environnement marin.

Le renouvellement de l'autorisation est soumis à la production d'un rapport de suivi de l'usage du symbole graphique, établi par le titulaire de l'autorisation, et à la réalisation d'un diagnostic de l'état de l'environnement marin.

Le renouvellement de l'autorisation est soumis à la production d'un rapport de suivi de l'usage du symbole graphique, établi par le titulaire de l'autorisation, et à la réalisation d'un diagnostic de l'état de l'environnement marin.

Le renouvellement de l'autorisation est soumis à la production d'un rapport de suivi de l'usage du symbole graphique, établi par le titulaire de l'autorisation, et à la réalisation d'un diagnostic de l'état de l'environnement marin.

Le renouvellement de l'autorisation est soumis à la production d'un rapport de suivi de l'usage du symbole graphique, établi par le titulaire de l'autorisation, et à la réalisation d'un diagnostic de l'état de l'environnement marin.

Le renouvellement de l'autorisation est soumis à la production d'un rapport de suivi de l'usage du symbole graphique, établi par le titulaire de l'autorisation, et à la réalisation d'un diagnostic de l'état de l'environnement marin.

Le renouvellement de l'autorisation est soumis à la production d'un rapport de suivi de l'usage du symbole graphique, établi par le titulaire de l'autorisation, et à la réalisation d'un diagnostic de l'état de l'environnement marin.

Le renouvellement de l'autorisation est soumis à la production d'un rapport de suivi de l'usage du symbole graphique, établi par le titulaire de l'autorisation, et à la réalisation d'un diagnostic de l'état de l'environnement marin.

Le renouvellement de l'autorisation est soumis à la production d'un rapport de suivi de l'usage du symbole graphique, établi par le titulaire de l'autorisation, et à la réalisation d'un diagnostic de l'état de l'environnement marin.

Article 2 :

Le cahier des charges «**concombre**», annexé au présent arrêté, est validé pour l'utilisation du symbole graphique RUP Guyane conformément aux dispositions de l'article 7 du règlement délégué (UE) n° 179/2014 de la Commission du 6 novembre 2013

Article 3 :

L'agrément est retiré au terme de la procédure contradictoire, lorsque le Préfet ou l'autorité compétente a constaté que l'opérateur agréé n'a pas respecté les prescriptions du cahier des charges ou a manqué à l'une des obligations résultant des engagements prévus à l'article 6 paragraphe 4 du règlement délégué (UE) n° 179/2014 de la Commission du 6 novembre 2013 et la circulaire n° DGAL/SDRIR/C99-8002 du 23 février 1999. Ce retrait est opéré à titre provisoire ou définitif en fonction de la gravité des manquements constatés.

Le retrait d'agrément est notifié par décision préfectorale.

Article 4 :

L'agrément est octroyé pour une durée de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 5 :

Le Secrétaire Général des services de l'État et le Directeur de l'Environnement, de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Guyane sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs des services de l'État en Guyane.

Cayenne, le 05 JUL. 2023



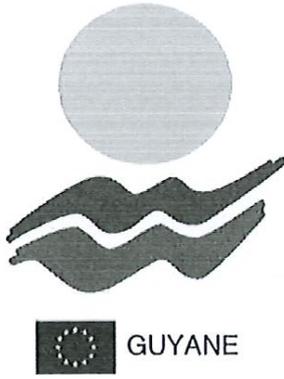
Le Directeur de l'Environnement, de l'Agriculture, de l'Alimentation
et de la Forêt

Patrice PONCET

Direction Générale des Territoires et de la Mer
Région Bretagne
Région Île-de-France
Région Normandie
Région Occitanie
Région Pays de la Loire
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Région Auvergne-Rhône-Alpes
Région Centre-Val de Loire
Région Grand Est
Région Hauts-de-France
Région Nouvelle-Aquitaine
Région Normandy
Région Occitania
Région Pays de la Loire
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Région Auvergne-Rhône-Alpes
Région Centre-Val de Loire
Région Grand Est
Région Hauts-de-France
Région Nouvelle-Aquitaine

ESR - N° 3 0





LOGO RUP
LA PROMOTION DES PRODUITS DE QUALITE DE L'EUROPE
D'OUTRE MER

Cahier des charges Concombre

Table des matières

Table des matières	2
I. Introduction.....	3
II. Textes de référence.....	4
III. Caractéristiques du concombre « RUP Guyane ».....	5
1. Dénomination du produit « RUP Guyane ».....	5
2. Description du produit	5
3. Diagramme de production	5
4. Caractéristiques générales de la culture du concombre.....	6
IV. Méthodes de maîtrise et de contrôle.....	9
1. La gestion de l'exploitation	9
2. Le suivi technique de la production de concombre « RUP Guyane »	10
3. Modalités d'étiquetage	12
Annexes	13
Annexe 1 : Tableau récapitulatif des critères du cahier des charges.....	13
Annexe 2 : Fiche de suivi de la culture de concombre labellisée.....	14
Annexe 3 : Modèle de registre phytopharmaceutique	15
Annexe 4 : Liste des organismes de formation délivrant le certificat « Certiphyto » en Guyane.....	16
Annexe 5 : Liste des entreprises proposant un service de collecte des déchets agricoles.....	17
Annexe 6 : Conditions d'utilisation et de reproduction du symbole graphique	18

I. Introduction

Présentation de la démarche :

Le label RUP est une démarche permettant de valoriser la production agricole et agro-alimentaire des Régions Ultra Périphériques européennes en certifiant leur qualité et leur origine. Les cahiers des charges en Guyane, établis par produit, sont définis localement par les interprofessions à l'issue d'un travail de concertation avec l'ensemble des acteurs du secteur concerné et les services de la DEAAF-DGTM. Les cahiers des charges ainsi que les agréments des opérateurs sont validés en Comité d'Orientation Stratégique et de Développement Agricole (COSDA) et font l'objet d'un arrêté préfectoral.

En Guyane, la mise en place du label RUP vise à permettre aux produits locaux d'accéder durablement au marché de la restauration collective de Guyane, dans le cadre de la loi EGALIM (article 24). En effet, cette loi stipule que d'ici 2022, 50% de l'approvisionnement (en valeur) de la restauration collective devra se faire sous signe de qualité (sous réserve des dispositions légales en vigueur pour la Guyane). A ce titre, le label RUP permet aux producteurs guyanais d'avoir un accès privilégié aux marchés publics, tout en garantissant aux consommateurs un produit local et répondant à une démarche qualité. En effet, cette démarche indique que le produit suit des règles de production spécifiques, qui sont contrôlées et qui garantissent une qualité régulière des produits finis.

La création du label RUP cherche également à favoriser un développement territorial des systèmes de production et de transformation. A ce titre, le label est un moyen de renforcement de la souveraineté alimentaire de la Guyane, de création d'emplois locaux et de promotion d'un système alimentaire plus respectueux de l'environnement (réduction de l'empreinte carbone).

Domaine d'application

Les producteurs engagés dans la démarche sont sensibles aux enjeux de protection de l'environnement, de qualité des sols, de biodiversité et de qualité de l'air et de l'eau. Ce cahier des charges a pour objet de fournir un cadre aux producteurs, afin de garantir un produit de qualité qui met en avant les spécificités guyanaises. Au regard de l'évolution des pratiques des producteurs, le présent cahier des charges pourra être amené à évoluer afin d'accompagner la dynamique collective mise en œuvre sur différentes composantes (traitements phytosanitaires, semences, etc.). Le label RUP permet aux producteurs de garantir une traçabilité des pratiques de culture auprès des transformateurs et des clients de la restauration collective.

Présentation du produit

La labellisation RUP engage des producteurs à produire du « Concombre » selon les modalités inscrites dans le présent cahier des charges. Il reprend les éléments suivants :

- Le respect de la réglementation en vigueur,
- Le lieu de culture : la Guyane,
- Le mode de culture avec la mise en place de module de lutte intégrée des cultures,
- La valorisation de la diversité des systèmes de production guyanais : les systèmes traditionnels (abattis), la petite agriculture intensive, la serriculture, etc.
- La traçabilité des concombres.

II. Textes de référence

En cas de modification des textes réglementaires, les nouvelles versions s'appliquent automatiquement.

- Règlement (UE) n° 1169/2011 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011, concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires,
- Code de la consommation - Partie réglementaire - Livre IV, titre 1er, Chapitre II, Section 2 - Mode de présentation et étiquetage - article R.412-3 et suivants,
- Règlement (UE) n° 543/2011 de la Commission du 7 juin 2011 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les secteurs des fruits et légumes et des fruits et légumes transformés, Annexe I, Partie A (norme générale de commercialisation)
- Règlement (CE) n° 852/2004 du Parlement Européen et du Conseil, du 29 avril 2004, relatif à l'hygiène des denrées alimentaires.
- Règlement (CE) no 178/2002 du Parlement Européen et du Conseil, du 28 janvier 2002, établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires.
- Règlement (UE) no 396/2005 du Parlement européen et du Conseil du 23 février 2005 concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale et modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil
- Règlement UE 2016/2031 concernant les mesures de protection contre les organismes nuisibles végétaux entré en application le 14/12/19
- Code Rural et de la pêche maritime

III. Caractéristiques du concombre « RUP Guyane »

1. Dénomination du produit « RUP Guyane »

« Concombre »

2. Description du produit

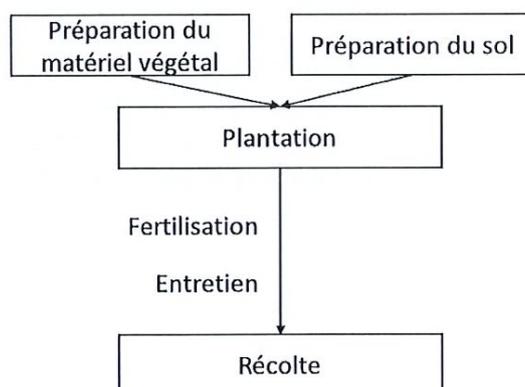
Au sein de la famille des Cucurbitacées, les concombres cultivés majoritairement en Guyane sont de l'espèce *Cucumis sativus*. Ce sont des herbacées rampantes aux fleurs mâles ou femelles, rarement hermaphrodites.

Les variétés de concombre les plus utilisées en Guyane sont des hybrides F1. Issues du croisement de deux lignées pures, ces variétés sont plus productives et plus résistantes à certaines maladies.

Variété	Durée du cycle (jours)	Tolérance	Caractéristiques du fruit
Olympic	60	Mildiou, oïdium, chaleur, tâches angulaires	Fruit vert foncé 19 à 20 cm de long 5 cm diamètre
Tokyo	55	Mildiou, oïdium, chaleur, CVM	Fruit vert foncé 18 à 20 cm de long 5 cm diamètre
Gémini	65	Mildiou, CVM, cladosporiose, anthracnose	Fruit vert foncé 20 à 22 cm de long 6 cm diamètre
Calypso	55	Mildiou, cladosporiose, anthracnose	Fruit vert moyen 15 cm de long 6 cm diamètre
Dasher	/	Mildiou, oïdium	Fruit vert foncé 20 cm de long

Les variétés indiquées sont données à titre indicatives et ne constituent pas un engagement pour le producteur.

3. Diagramme de production



4. Caractéristiques générales de la culture du concombre

a. La préparation du sol

La culture de concombre peut se faire en plein champs ou sous serre¹. Le concombre préfère des sols meubles et bien drainants, qui ne craignent pas le tassement. Le travail du sol conseillé consiste à ameublir et aérer le sol (fraisage ou sous-soleuse ou rotavator). Des billons ou des planches de culture surélevées peuvent être réalisés afin d'évacuer les excédents d'eau.

Une fumure de fond doit être apportée au moment de la préparation du sol. La fumure est composée à minima d'un amendement organique. Les quantités incorporées d'amendement organique vont dépendre de l'état du sol. En moyenne, il est préconisé d'apporter 3 à 5 kg par m² et par an de fumier composté (caca poule, fumier de bovins, de petits ruminants, etc.). Un amendement calcique pourra être ajouté également. Il est conseillé de ne pas apporter l'amendement calcique et organique au même moment. **L'historique cultural de la parcelle** devra être pris en compte afin de déterminer de manière la plus adéquate possible les besoins en amendement (types et quantités).

Les parcelles où la culture labellisée est implantée, sont situées sur le territoire guyanais.

b. Le matériel végétal

L'agriculteur peut obtenir des plants de différentes manières :

- Préparation des plants en pépinière en utilisant des semences certifiées pour garantir la qualité génétique des plants et éviter la conservation de certaines maladies.
- Préparation des plants en pépinière en reproduisant des semences autoproduites sur l'exploitation,
- Préparation des plants en pépinière en utilisant des semences échangées entre exploitations agricoles,
- Achat de plants sains auprès de pépiniéristes agréés,
- Achat de plants à une exploitation agricole.

c. La plantation

La densité de plantation recommandée est comprise entre 75 et 130 plants par are. En effet, l'écartement idéal entre les plants est d'environ 0.5 à 0.7 m et l'espacement entre les rangs de 1.5 à 1.7m. Ces dimensions sont standards et doivent être adaptées selon la variété utilisée et les instructions présentes sur les emballages de semences.

d. La fertilisation

Les besoins de la plante sont adaptés en fonction de l'analyse de sol qu'il aura été possible de faire, du précédent cultural et du rendement visé. La fertilisation est fractionnée en trois fois : 5, 10 et 20 jours après la plantation. A titre indicatif, les besoins moyens du concombre au cours d'un cycle de culture (plantation à récolte) sont résumés dans le document suivant « Protection intégrée du concombre en Guyane² ».

¹ La culture sous serre comprend la culture sous tunnel et sous abri également.

² **Production intégrée du concombre en Guyane**, disponible à l'URL suivant : <https://bsvguyane.files.wordpress.com/2019/02/pi-concombre-2019.pdf>

e. La protection phytosanitaire

Le producteur devra s'assurer que les produits utilisés sur la culture de concombre sont homologués pour cette culture et l'usage sélectionné. De plus, il s'engage à respecter les conditions d'utilisations des produits et en particulier le respect des doses homologuées.

f. Mise en place d'un module de lutte intégrée

L'exploitant devra mettre en œuvre sur sa parcelle labellisée un module de protection de lutte intégrée des cultures. La protection intégrée vise la croissance de plantes saines en veillant à perturber le moins possible l'agroécosystème et en favorisant les mécanismes naturels de lutte contre les ennemis des cultures.

Pour mettre en place le module sélectionné, plusieurs pratiques sont proposées, l'exploitant devra mettre en œuvre une pratique à minima pour réaliser le module.

- Module 1 : Suppression des traitements phytosanitaires herbicides
- Module 2 : Rotation de cultures bénéfiques

Module 1 : Suppression des traitements phytosanitaires herbicides

Ce module vise à limiter le développement des adventices sans avoir recours à des traitements herbicides.

Pour mettre en œuvre ce module, le producteur ne doit pas employer de traitements phytosanitaires herbicides sur la totalité des parcelles produisant les concombres « RUP Guyane » et pendant tout le cycle de culture (15 jours avant la plantation des concombres et jusqu'à l'élimination de ces derniers). Pour gérer l'enherbement, le producteur peut faire appel à différentes pratiques culturales qui sont :

- Le paillage biodégradable ou végétal

Cette pratique consiste à répandre sur 50% au minimum de la parcelle de concombre labellisée « RUP Guyane », un matériau biodégradable uniquement, limitant ainsi le développement des adventices et de certains bio-agresseurs. A titre d'exemple, les paillages biodégradables ou végétaux sont le BRF, le compost, les résidus de culture, les toiles biodégradables, etc. Plusieurs types de paillages peuvent être utilisés simultanément sur les parcelles engagées.

- Le désherbage mécanique et/ou manuel (sarclage, binage)

Cette pratique vise à mettre en œuvre des interventions mécanisées et/ou manuelles sur la culture de concombre labellisée « RUP Guyane » afin de réduire la pression des adventices par arrachage ou coupe (sarclage, binage).

Module 2 : Rotation de cultures bénéfiques

Ce module a pour objectif de limiter la pression des maladies et des ravageurs en coupant leurs cycles de reproduction et d'améliorer la structure du sol en prospectant par des systèmes racinaires diversifiés (à différentes profondeurs). Pour mettre en œuvre ce module, l'agriculteur peut faire appel à différentes pratiques culturales qui sont :

- La mise en place d'une jachère avant l'implantation de la culture :

La jachère doit être mise en place sur l'ensemble de la parcelle implantée en concombre « RUP Guyane » pendant une durée minimum de 2 mois. Cette pratique agricole consiste à arrêter la production de cultures commerciales, c'est-à-dire qu'aucune récolte ne doit être exportée de la parcelle pendant la période définie de jachère. En revanche, le producteur peut effectuer des travaux pendant cette période : travail du sol, apport d'amendements, etc. A la fin de la jachère, la végétation

doit être coupée et laissée sur place. Elle peut être ensuite enfouie ou laissée à la surface en mulch. Il ne doit pas y avoir de culture entre la jachère et la plantation des concombres.

o La mise en place d'un engrais vert avant l'implantation de la culture :

L'engrais vert doit être mis en place sur l'ensemble de la parcelle implantée en concombre « RUP Guyane ». L'engrais vert est semé ou bouturé, puis coupée et laissée sur place. L'engrais vert peut être ensuite enfoui ou laissé à la surface en mulch. **L'engrais vert doit être semé à minima, 2 mois avant l'implantation de la culture** et aucune culture ne doit être implantée entre l'engrais vert et la plantation des concombres.

Plusieurs espèces peuvent être implantées comme engrais vert, la liste ci-dessous est donnée à titre d'exemple. Le choix de l'espèce à planter va dépendre de son cycle (annuel ou pérenne), de ses besoins (type de sol, ensoleillement), de son éventuel envahissement et par conséquent de la capacité du producteur à la maîtriser. Il est possible de semer plusieurs espèces simultanément.

- Des graminées pérennes : *Brachiaria tanner*, *Brachiaria humidicola* (kikuyu), *Brachiaria decumbens*, *Digitaria swazilandensis*, *Ischaemum timorense* (lukuntu), *Ischaemum indica* (andropogon) et *Echinochloa* sp.
- Des légumineuses pérennes : *Arachis pintoï*, *Desmodium ovalifolium*, *Calopogonium muconoides*, *Pueraria phaseoloides* (kudzu ou mucuna), *Aeschynomene* sp. et *Stylosanthes guianensis*.

• La mise en place d'un précédent cultural favorable au concombre :

L'alternance des cultures permet de casser les cycles des ravageurs et des adventices et d'alterner des cultures avec des besoins différents. Pour cela, le producteur doit alterner des familles botaniques différentes, et secondairement des types de légumes différents (feuilles, fruits, racines ...). Il ne doit pas y avoir de culture intermédiaire entre le précédent cultural autorisé et la culture de concombre labellisée. Pour valider cette pratique, le précédent cultural ne doit pas correspondre aux familles suivantes :

- Cucurbitacées (melon, pastèque, concombre, giraumon, courgette, sorossi, etc.),
- Solanacées (tomate, aubergine, piment, poivron, etc.)

g. La récolte

La récolte a lieu 30 à 60 jours après le repiquage. La récolte doit avoir lieu tous les jours.

IV. Méthodes de maîtrise et de contrôle

A travers la mise en œuvre des méthodes de maîtrise et de contrôle présentées ci-dessous, le producteur constitue les justificatifs permettant de vérifier les critères inscrits dans le présent cahier des charges. Le support d'enregistrement (papier ou informatique) est au choix du producteur. Le tableau présenté à l'Annexe 1 récapitule l'ensemble des méthodes de maîtrise et de contrôle à constituer.

1. La gestion de l'exploitation

a. Transparence et traçabilité

La traçabilité

L'agriculteur doit avoir mis en œuvre un système de traçabilité permettant d'identifier l'origine et le parcours du produit issu de son exploitation. Pour cela, les justificatifs suivants doivent être présents sur l'exploitation :

- La liste de l'ensemble des clients et des fournisseurs (dont les prestataires de service),
- Une comptabilité simple regroupant les achats et ventes ainsi que les factures associées,

L'ensemble des informations enregistrées ainsi que la documentation associée doit être facilement mobilisables par l'exploitant.

La responsabilité de l'exploitant

L'exploitant est responsable de sa production et doit veiller au respect de la réglementation en vigueur. A ce titre, il s'engage à se soumettre à tous les contrôles et toutes les vérifications demandées par les services officiels de contrôle. Des contrôles peuvent être effectués par le service SALIM de la DEAAF-DGTM³ ou de la DGCOPOP⁴ afin de mesurer notamment les limites maximales de résidus (LMR). En cas de dépassement, le produit n'est pas apte à la consommation humaine.

b. Le Certiphyto

Le Certificat individuel produits phytopharmaceutiques, « Certiphyto », est un document nominatif qui atteste de connaissances suffisantes pour utiliser les produits phytopharmaceutiques en sécurité et en réduire l'usage. Le Certiphyto est obligatoire pour toutes les personnes amenées à acheter, vendre, appliquer des produits phytopharmaceutiques ou à apporter un conseil sur leur utilisation.

L'exploitant s'engage à utiliser les produits phytosanitaires conformément à la réglementation en vigueur, en termes de pratiques d'utilisation, de stockage, de nettoyage du matériel de pulvérisation, et d'utilisation des équipements de protection individuelle (EPI).

L'annexe 4 présente la liste des organismes de formation pour obtenir le Certiphyto. Le certificat doit être renouvelé tous les cinq ans selon les dispositions indiquées sur le site suivant : <https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F31192>. Le renouvellement du certificat doit être demandé 3 mois avant son expiration.

c. La gestion des déchets industriels

L'élimination des déchets agricoles est à la charge du producteur. Pour cela, il doit les trier et les stocker dans un lieu spécifique sans risque pour les utilisateurs et l'environnement, de manière sélective selon leur nature :

³ Direction Générale des Territoires et de la Mer - Direction de l'Environnement, de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt

⁴ DGCOPOP : Direction Générale de la Cohésion des Populations

- Les emballages vides de produits phytosanitaires (EVPP) et les emballages vides de produits fertilisants (EVPF),
- Les effluents contenant des résidus de produits phytosanitaires,
- Les équipements de protection individuelle usagés (EPI),
- Les paillages plastiques, les serres, les ficelles, etc. usagés.

Le brûlage, le rejet dans les milieux naturels et réseaux d'assainissement ainsi que l'enfouissement sont strictement interdits.

L'agriculteur doit ensuite se tenir informé des collectes existantes (planning de collecte) et amener ses déchets dans le cadre de dispositifs de récupération des déchets mis en place sur le territoire, s'ils existent. Le producteur s'assure de la traçabilité en conservant les attestations de remise des déchets fournies par le prestataire.

Concernant les produits phytosanitaires non utilisables (PPNU), des règles spécifiques existent. Lors de leurs stockages dans le local phytopharmaceutique, ces derniers doivent être clairement identifiés (étiquetage, inscription écrite, ensachage, etc.). De plus, les PPNU ne doivent pas être stockés sur l'exploitation plus de 12 mois à compter de la date à laquelle le produit ne bénéficie plus d'autorisation ou de permis de commerce parallèle. Ainsi, le producteur doit assurer la collecte des PPNU identifiés par les services compétents.

L'[annexe 5](#) précise la liste des entreprises prestataires sur le territoire qui proposent ce service, moyennant paiement par l'agriculteur.

2. Le suivi technique de la production de concombre « RUP Guyane »

Afin d'assurer le suivi de la culture de concombre labellisée « RUP Guyane », le producteur doit fournir les justificatifs suivants permettant de vérifier la bonne mise en œuvre des critères inscrits dans le cahier des charges. L'ensemble de ces justificatifs sont à conserver cinq ans sur l'exploitation.

- Une fiche de culture (du précédent cultural à l'élimination des plants de concombre) est à remplir. Les informations inscrites dans la fiche de culture doivent être certifiées exactes par le représentant légal de l'exploitation. Pour l'accompagner dans l'enregistrement des informations, le producteur peut faire appel à un conseiller technique agricole. Dans ce cas, la certification du document est validée par l'apposition de la signature du producteur et du conseiller. La compétence du conseiller pourra être prouvée par des certificats de participation à des formations techniques ainsi que des diplômes. Dans ce cas, le contrôleur pourra contacter directement le conseiller en question afin de vérifier sa qualification. Si le producteur n'a pas accès à un technicien capable d'assurer le suivi de la culture labellisée, l'apposition de la seule signature du producteur suffit.

L'ensemble des informations à inscrire dans cette fiche sont détaillées dans les parties suivantes. Un exemple de fiche de culture est présenté à [l'Annexe 2](#) avec l'ensemble des indications requises pour garantir le suivi de la culture labellisée.

- Un plan de l'exploitation localisé et/ou borné,
- Les factures d'achat du matériel végétal le cas échéant,
- Le(s) bon(s) de livraison lors de la vente de la production labellisée.

a. La plantation

Le parcellaire

Le producteur dispose d'un plan de son exploitation localisé et/ou borné. Il permet de justifier de la position géographique des parcelles.

Le producteur devra indiquer dans la fiche de culture, le précédent cultural pour chaque culture de concombre ainsi que le type d'amendement organique apporté.

Le matériel végétal

Le producteur devra fournir les justificatifs permettant d'assurer la traçabilité du matériel végétal. Les justificatifs correspondent aux factures d'achat des semences ou des plants.

La plantation

La(es) date(s) de repiquage des plants de concombre devra(ont) être enregistrée(s) dans la fiche de culture.

b. La protection phytosanitaire

Le producteur doit enregistrer pour chacune de ses parcelles tout apport en produits phytopharmaceutiques. L'enregistrement de ces informations peut être réalisé dans un registre phytopharmaceutique selon le modèle présenté en Annexe 3. Ce document doit contenir les informations relatives suivantes :

- Le nom commercial complet du produit utilisé,
- La quantité ou la dose de produit utilisé,
- La date de l'apport ou de l'intervention,
- Le nom de la personne ayant effectué le traitement,
- La (ou les) date(s) de récolte.
- L'identification de la parcelle traitée,
- La culture produite sur cette parcelle en précisant la variété,

Par ailleurs, lorsque qu'une présence repérée d'organisme nuisible ou de symptômes susceptibles d'affecter la sécurité sanitaire des produits d'origine végétale destinés à l'alimentation humaine est identifiée, le producteur doit également indiquer dans le document :

- Le nom de l'organisme nuisible ou, à défaut, une description de l'anomalie constatée ;
- La date du premier constat.

Enfin, ce document doit aussi présenter les résultats de toute analyse d'échantillons prélevés sur des végétaux ou d'autres échantillons qui revêtent une importance pour la santé humaine (si de telles analyses ont été réalisées par l'exploitant pendant l'année civile en cours).

c. Mise en place d'un module de lutte intégrée

Le producteur doit mettre en place obligatoirement au moins un module de lutte intégrée sur les parcelles de concombres labellisées. Le producteur devra justifier de la mise en œuvre d'un module présenté dans la partie III.4. f. Mise en place d'un module de lutte intégrée. Pour cela, il devra conserver la fiche de culture attestant du choix du module et de son application dans les parcelles labellisées.

En fonction du module sélectionné, les indications à compléter dans la fiche de culture sont différentes.

Si le producteur choisit le module 1, il devra justifier de la mise en place d'un paillage biodégradable ou végétal en indiquant le type de paillage(s) utilisé(s) ou d'interventions physiques de désherbage en précisant le nombre de passage effectué sur la parcelle (manuellement ou mécaniquement). De plus, aucun traitement herbicide ne devra être indiqué lors de l'enregistrement des traitements phytosanitaires.

Si le producteur sélectionne le module 2, il devra indiquer dans la fiche de culture, en fonction de la pratique sélectionnée, de :

- La mise en place d'une jachère en indiquant la date de mise en jachère,
- La mise en place d'un engrais vert en indiquant la date d'implantations de l'engrais vert et la(es) variété(s) implantée(s),
- La mise en place d'un précédent cultural en indiquant l'espèce cultivée et la date de début de récolte du précédent cultural ;

d. La récolte

La date de début de récolte devra être notée dans la fiche de culture.

3. Modalités d'étiquetage

Lors de la livraison des concombres labellisés en vue de leur vente, l'agriculteur devra conserver le bon de livraison qui doit alors indiquer le nom et l'adresse du producteur, la variété des concombres, la quantité cédée et la date de cession. Ces informations doivent être apposées par le producteur ou la structure de mise en marché du produit (organisation de producteurs) aussi bien sur le bon de livraison que sur l'étiquetage du contenant des concombres. Un numéro de lot doit être également indiqué, sauf en cas d'exemption prévue par l'article R.412-6 du code de la consommation.

Le symbole graphique prévu pour les produits agricoles de qualité des régions ultrapériphériques devra être apposé sur les documents de vente et sur l'étiquetage des contenants de concombres, en utilisant les règles techniques prévues par les dispositions réglementaires. Ces dispositions sont indiquées en [Annexe 6](#).

Annexes

Annexe 1 : Tableau récapitulatif des critères du cahier des charges

INTITULE	THEMATIQUES	POINTS A CONTRÔLER	METHODES DE CONTRÔLE	JUSTIFICATIFS		
La gestion de l'exploitation	Transparence et traçabilité	Traçabilité	Possession d'une liste regroupant les clients et fournisseurs de l'exploitation avec leurs coordonnées	Documentaire	Listing des clients et fournisseurs avec leurs coordonnées	
		Responsabilité de l'exploitant	Enregistrement des ventes et achats et archivage des factures correspondantes	Documentaire	Comptabilité avec factures correspondantes	
			Informations enregistrées et documentation associée accessible	Visuel	Informations facilement mobilisables par le producteur	
	Le Certiphyto	La gestion des déchets agricoles industriels	Engagement de l'exploitant	Possession du certificat Certiphyto en cours de validité (si utilisation de PPT)	Documentaire	Certiphyto valide
			Utilisation de produits phytosanitaires conformément à la réglementation (pratiques d'utilisation, stockage, nettoyage du matériel, utilisation d'EPI, etc.)	Dire d'agriculteur	Agriculteur connaît les conditions d'utilisation et de stockage des produits phytosanitaires	
	Le suivi technique de la culture	La plantation	Le parcellaire	Déchets industriels stockés et triés	Visuel	Tri sélectif des déchets mis en place
Déchets industriels éliminés ou recyclés				Documentaire	Attestation de remise des déchets et adresse des centres de collecte du territoire	
Parcelles situées en Guyane				Documentaire	Plan de l'exploitation localisé et/ou borné	
La protection phytosanitaire		Le matériel végétal	Enregistrement du précédent cultural de la parcelle	Documentaire	Fiche de culture	
			Apport d'amendement organique	Documentaire	Fiche de culture	
		La mise en terre	La protection phytosanitaire	Semences ou plants achetés chez un producteur, un centre agréé ou un pépiniériste	Documentaire	Facture d'achat du matériel végétal
				Enregistrement de la date de repiquage	Documentaire	Fiche de culture
				Utilisation de produits autorisés pour la culture du concombre et l'usage sélectionné	Documentaire	Registre phytopharmaceutique
				Respect des conditions d'utilisation des produits phytosanitaires (doses)	Dire d'agriculteur	Doses appliquées sur la culture respectent les conditions d'utilisations du produit appliqué
		Mise en place d'une pratique de lutte intégrée	Module 1 : Suppression des traitements phytosanitaires herbicides	Enregistrement de toutes utilisations de produits phytopharmaceutiques	Documentaire	Registre phytopharmaceutique
				Sauvegarde des résultats d'analyses d'échantillons effectués	Documentaire	Résultats d'analyses d'échantillons effectués
				Mise en œuvre d'un module de lutte intégrée	Documentaire	Fiche de culture
	Module 2 : Rotation de cultures bénéfiques		Mise en œuvre d'une pratique permettant la réalisation du module 1	Documentaire	Fiche de culture	
Utilisation d'un paillage végétal ou biodégradable			Documentaire	Fiche de culture		
Mise en place d'interventions physiques			Documentaire	Fiche de culture		
La récolte	Les modalités d'étiquetage	Mise en œuvre d'une pratique permettant la réalisation du module 2	Documentaire	Fiche de culture		
		Mise en place d'une jachère pendant 2 mois minimum	Documentaire	Fiche de culture		
Mise en place d'un engrais vert pendant 2 mois minimum	Les modalités d'étiquetage	Mise en place d'un engrais vert pendant 2 mois minimum	Documentaire	Fiche de culture		
		Précédent cultural correspond aux précédents culturaux autorisés dans le cahier des charges	Documentaire	Fiche de culture		
Mise en place d'un engrais vert pendant 2 mois minimum	Les modalités d'étiquetage	Enregistrement de la date de début de récolte	Documentaire	Fiche de culture		
		Informations réglementaires indiquées	Documentaire	Bon de livraison + Etiquetage		
Mise en place d'un engrais vert pendant 2 mois minimum	Les modalités d'étiquetage	Symbole graphique RUP apposé sur les documents de vente et les contenants	Documentaire	Documents de vente + Etiquetage		
		Symbole graphique RUP illustré selon les règles techniques prévues par les dispositions réglementaires	Documentaire	Documents de vente + Etiquetage		

Annexe 4 : Liste des organismes de formation délivrant le certificat « Certiphyto » en Guyane

Nom de l'organisme de formation	Adresse du siège social	Adresse dans la région	Téléphone (siège social)
CFPPA de Matiti Macouria	Savane Matiti Av Henri Kong BP 53 97355 Macouria	Savane Matiti BP 53 97355 Macouria	05 94 38 71 46
Chambre d'Agriculture de Guyane 3 1 000942	1 Avenue des Jardins Sainte-Agathe 97355 Macouria	1, Av. des Jardins de St. Agathe 97355 Macouria	05 94 29 61 95
Pascal CUCHE 3 1 000441	Chez Mme A. SUTERA Chemin des donneuses d'eau 97118 Saint-François	Carrefour du Larivot – Lieu-dit Terca 97351 Matoury	06 90 41 82 45
RESOLIA-APCA 3 1 000217	9 avenue George V 75008 Paris	Chambre d'Agriculture de la Guyane 1 avenue des Jardins de Sainte-Agathe 97355 Macouria	01 40 64 16 70
ISTAV Institut Scientifique et Technique de l'Animal en Ville 3 1 000538	85 avenue pasteur 93260 Les Lilas	En entreprise 97300 Cayenne	01 43 62 67 82
BMDC-FORMACOM	Immeuble Rocheméane Morne Vergain 97139 Abymes	28 avenue de la liberté 97300 Cayenne	05 90 21 43 90
IRSEC 3 1 000954	P Rue Georges Eucharis, Lot DILLON Stade 97200 Fort de France	53, zone d'activité Galmot 97300 Cayenne	05 96 51 02 01

Annexe 5 : Liste des entreprises proposant un service de collecte des déchets agricoles

- Liste des entreprises de gestion de déchets :

Nom de l'entreprise	Personne contact	Lieu	Coordonnées
ENDEL	M. Lebrault	KOUROU	jean-louis.lebrault@endel.engie.com 05 94 32 72 73 / 05 94 32 72 73
IPES PENA	M. Dupuy	KOUROU	thierry.dupuy@groupepena.fr 06 94 42 91 03

- Liste des entreprises de location de bennes pouvant proposer un service de collecte :

Nom de l'entreprise	Personne contact	Lieu	Coordonnées
SOGEMA	M. Loreaux	CAYENNE	sogema.cayenne@wanadoo.fr 06 94 23 30 86
TRANS'MAT/ JUMBOLOCATION	M. Louveau	CAYENNE	p.louveau@octo973.fr 05 94 32 98 84 / 06 94 22 54 47
GUYALOC	M. Chauvet	CAYENNE	guyalocdir@orange.fr guyaloc.prestations@orange.fr 05 94 28 95 00 / 05 94 32 55 00

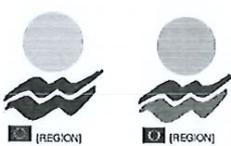
Annexe 6 : Conditions d'utilisation et de reproduction du symbole graphique

Le symbole graphique doit être reproduit et utilisé conformément aux dispositions suivantes :

- Le symbole graphique doit toujours être imprimé sur un fond blanc et si possible, tout en couleur, en quadrichromie. Exceptionnellement, il peut être reproduit en noir et blanc. Lorsque le symbole graphique fait partie d'une photo ou se trouve sur un fond coloré, il doit être placé sur un plan blanc encadré,
- Le texte est reproduit en caractère Linotype Univers Condensed, condensé à 65%
- L'espace séparant le drapeau du texte est égal à la moitié de la hauteur du drapeau.
- Les couleurs utilisés doivent correspondre aux caractéristiques suivantes :

		Couleurs de référence			
			Jaune quadrichrome: 00109000 – 10 % magenta, 90 % jaune		Drapeau quadrichrome: XX800000 – 100 % cyan, 80 % magenta
			Vert quadrichrome: XX008000 – 80 % cyan, 80 % jaune		Étoiles quadrichromes: 0000XX00 – 100 % jaune
			Bleu quadrichrome: XX100000 – 100 % magenta, 10 %	Le nom des régions figure toujours en caractères noirs.	
		Noir et blanc de référence			
			Jaune = 30 %		Drapeau = 100 %
			Vert = 80 %		Blanc
			Bleu = 60 %	Le nom des régions figure toujours en caractères noirs.	

- Le pourcentage de réduction du symbole graphique doit respecter les modalités suivantes :

		Pourcentage de réduction
		Le symbole graphique en couleur ne doit pas être reproduit ni imprimé dans une dimension inférieure à 25 mm de hauteur en raison de la taille des étoiles du drapeau européen. En noir et blanc, la dimension minimale est de 30 mm de hauteur.
		Lorsqu'on place sur un plan blanc encadré le symbole graphique, l'espace qui entoure ce dernier doit correspondre à la hauteur du drapeau européen.

Direction Générale des Territoire et de la Mer

R03-2023-07-05-00013

Arrêté portant autorisation d'utilisation du
symbole graphique RUP pour une durée de cinq
ans délivré à YA VA THAY Philippe

**ARRETÉ n°
portant autorisation d'utilisation du symbole graphique RUP pour une durée de cinq ans
délivré à YA VA THAY Philippe**

Le Préfet de la région Guyane
Chevalier de la Légion d'honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le règlement (UE) n° 228/2013 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2013 portant mesures spécifiques dans le domaine de l'agriculture en faveur de régions ultrapériphériques de l'Union abrogeant le règlement (CE) n°247/2006 du Conseil ;

Vu le règlement délégué (UE) n° 179/2014 de la Commission du 6 novembre 2013 complétant le règlement (UE) N°228/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le registre des opérateurs, le montant de l'aide pour la commercialisation des produits hors de leur région, le symbole graphique et le financement de certaines mesures relatives aux mesures spécifiques en faveur de l'agriculture dans les régions ultrapériphériques de l'Union ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 180/2014 de la Commission du 20 février 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n°228/2013 du Parlement européen et du Conseil portant mesures spécifiques dans le domaine de l'agriculture en faveur des régions ultrapériphériques de l'Union ;

Vu le règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que les règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytosanitaires ;

Vu l'article L. 230-5-1 du Code rural et de la pêche maritime, fixant la part des produits de qualité et durables dans les repas servis en restauration collective (loi « EGAlim ») ;

Vu la circulaire n° DGAL/SDRIR/C 99- 8002 du 23 février 1999, relative à la mise en œuvre en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique et à la Réunion du symbole graphique pour des produits agricoles ou de la pêche de qualité, spécifiques aux régions ultrapériphériques ;

Vu le dossier de demande d'autorisation d'utilisation du symbole graphique RUP Guyane pour une durée de cinq ans par **YA VA THAY Philippe** en date du **12/12/2022** domicilié au **2 bourg de Cacao – 97311 ROURA** ;

Vu l'avis favorable du Comité d'Orientation Stratégique et de Développement Agricole (COSDA) en date du 15 décembre 2022 ;

SUR proposition du Directeur de l'Environnement, de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la Guyane :

ARRETE

Article 1 :

L'agrément pour utiliser le symbole graphique RUP Guyane est accordé à **YA VA THAY Philippe n°SIRET 500 814 348 00016** pour **le concombre et la salade** .

Article 2 :

Les cahiers des charges «**concombre, salade**», annexés au présent arrêté, sont validés pour l'utilisation du symbole graphique RUP Guyane conformément aux dispositions de l'article 7 du règlement délégué (UE) n° 179/2014 de la Commission du 6 novembre 2013

Article 3 :

L'agrément est retiré au terme de la procédure contradictoire, lorsque le Préfet ou l'autorité compétente a constaté que l'opérateur agréé n'a pas respecté les prescriptions du cahier des charges ou a manqué à l'une des obligations résultant des engagements prévus à l'article 6 paragraphe 4 du règlement délégué (UE) n° 179/2014 de la Commission du 6 novembre 2013 et la circulaire n° DGAL/SDRIR/C99-8002 du 23 février 1999. Ce retrait est opéré à titre provisoire ou définitif en fonction de la gravité des manquements constatés.

Le retrait d'agrément est notifié par décision préfectorale.

Article 4 :

L'agrément est octroyé pour une durée de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 5 :

Le Secrétaire Général des services de l'État et le Directeur de l'Environnement, de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Guyane sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs des services de l'État en Guyane.

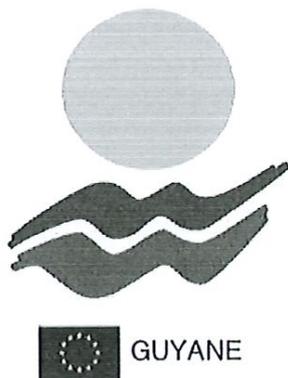
Cayenne, le

05 JUL. 2023.

Le Directeur de l'Environnement, de l'Agriculture, de l'Alimentation
et de la Forêt



Patrice PONCET



LOGO RUP
LA PROMOTION DES PRODUITS DE QUALITE DE L'EUROPE
D'OUTRE MER

Cahier des charges

Concombre

Table des matières

Table des matières	2
I. Introduction.....	3
II. Textes de référence.....	4
III. Caractéristiques du concombre « RUP Guyane ».....	5
1. Dénomination du produit « RUP Guyane ».....	5
2. Description du produit	5
3. Diagramme de production	5
4. Caractéristiques générales de la culture du concombre.....	6
IV. Méthodes de maîtrise et de contrôle.....	9
1. La gestion de l’exploitation	9
2. Le suivi technique de la production de concombre « RUP Guyane »	10
3. Modalités d’étiquetage	12
Annexes	13
Annexe 1 : Tableau récapitulatif des critères du cahier des charges.....	13
Annexe 2 : Fiche de suivi de la culture de concombre labellisée.....	14
Annexe 3 : Modèle de registre phytopharmaceutique	15
Annexe 4 : Liste des organismes de formation délivrant le certificat « Certiphyto » en Guyane.....	16
Annexe 5 : Liste des entreprises proposant un service de collecte des déchets agricoles.....	17
Annexe 6 : Conditions d’utilisation et de reproduction du symbole graphique	18

I. Introduction

Présentation de la démarche :

Le label RUP est une démarche permettant de valoriser la production agricole et agro-alimentaire des Régions Ultra Périphériques européennes en certifiant leur qualité et leur origine. Les cahiers des charges en Guyane, établis par produit, sont définis localement par les interprofessions à l'issue d'un travail de concertation avec l'ensemble des acteurs du secteur concerné et les services de la DEAAF-DGTM. Les cahiers des charges ainsi que les agréments des opérateurs sont validés en Comité d'Orientation Stratégique et de Développement Agricole (COSDA) et font l'objet d'un arrêté préfectoral.

En Guyane, la mise en place du label RUP vise à permettre aux produits locaux d'accéder durablement au marché de la restauration collective de Guyane, dans le cadre de la loi EGALIM (article 24). En effet, cette loi stipule que d'ici 2022, 50% de l'approvisionnement (en valeur) de la restauration collective devra se faire sous signe de qualité (sous réserve des dispositions légales en vigueur pour la Guyane). A ce titre, le label RUP permet aux producteurs guyanais d'avoir un accès privilégié aux marchés publics, tout en garantissant aux consommateurs un produit local et répondant à une démarche qualité. En effet, cette démarche indique que le produit suit des règles de production spécifiques, qui sont contrôlées et qui garantissent une qualité régulière des produits finis.

La création du label RUP cherche également à favoriser un développement territorial des systèmes de production et de transformation. A ce titre, le label est un moyen de renforcement de la souveraineté alimentaire de la Guyane, de création d'emplois locaux et de promotion d'un système alimentaire plus respectueux de l'environnement (réduction de l'empreinte carbone).

Domaine d'application

Les producteurs engagés dans la démarche sont sensibles aux enjeux de protection de l'environnement, de qualité des sols, de biodiversité et de qualité de l'air et de l'eau. Ce cahier des charges a pour objet de fournir un cadre aux producteurs, afin de garantir un produit de qualité qui met en avant les spécificités guyanaises. Au regard de l'évolution des pratiques des producteurs, le présent cahier des charges pourra être amené à évoluer afin d'accompagner la dynamique collective mise en œuvre sur différentes composantes (traitements phytosanitaires, semences, etc.). Le label RUP permet aux producteurs de garantir une traçabilité des pratiques de culture auprès des transformateurs et des clients de la restauration collective.

Présentation du produit

La labellisation RUP engage des producteurs à produire du « Concombre » selon les modalités inscrites dans le présent cahier des charges. Il reprend les éléments suivants :

- Le respect de la réglementation en vigueur,
- Le lieu de culture : la Guyane,
- Le mode de culture avec la mise en place de module de lutte intégrée des cultures,
- La valorisation de la diversité des systèmes de production guyanais : les systèmes traditionnels (abattis), la petite agriculture intensive, la serriculture, etc.
- La traçabilité des concombres.

II. Textes de référence

En cas de modification des textes réglementaires, les nouvelles versions s'appliquent automatiquement.

- Règlement (UE) n° 1169/2011 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011, concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires,
- Code de la consommation - Partie réglementaire - Livre IV, titre 1er, Chapitre II, Section 2 - Mode de présentation et étiquetage - article R.412-3 et suivants,
- Règlement (UE) n° 543/2011 de la Commission du 7 juin 2011 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les secteurs des fruits et légumes et des fruits et légumes transformés, Annexe I, Partie A (norme générale de commercialisation)
- Règlement (CE) n° 852/2004 du Parlement Européen et du Conseil, du 29 avril 2004, relatif à l'hygiène des denrées alimentaires.
- Règlement (CE) no 178/2002 du Parlement Européen et du Conseil, du 28 janvier 2002, établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires.
- Règlement (UE) no 396/2005 du Parlement européen et du Conseil du 23 février 2005 concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale et modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil
- Règlement UE 2016/2031 concernant les mesures de protection contre les organismes nuisibles végétaux entré en application le 14/12/19
- Code Rural et de la pêche maritime

III. Caractéristiques du concombre « RUP Guyane »

1. Dénomination du produit « RUP Guyane »

« Concombre »

2. Description du produit

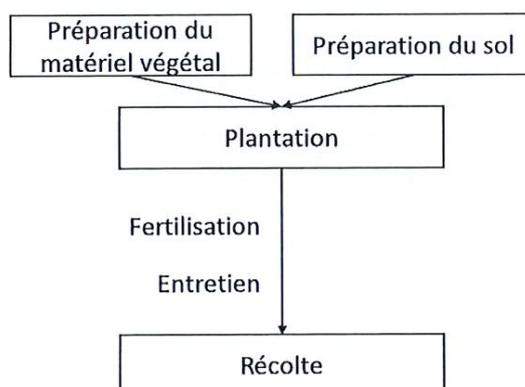
Au sein de la famille des Cucurbitacées, les concombres cultivés majoritairement en Guyane sont de l'espèce *Cucumis sativus*. Ce sont des herbacées rampantes aux fleurs mâles ou femelles, rarement hermaphrodites.

Les variétés de concombre les plus utilisées en Guyane sont des hybrides F1. Issues du croisement de deux lignées pures, ces variétés sont plus productives et plus résistantes à certaines maladies.

Variété	Durée du cycle (jours)	Tolérance	Caractéristiques du fruit
Olympic	60	Mildiou, oïdium, chaleur, tâches angulaires	Fruit vert foncé 19 à 20 cm de long 5 cm diamètre
Tokyo	55	Mildiou, oïdium, chaleur, CVM	Fruit vert foncé 18 à 20 cm de long 5 cm diamètre
Gémini	65	Mildiou, CVM, cladosporiose, anthracnose	Fruit vert foncé 20 à 22 cm de long 6 cm diamètre
Calypso	55	Mildiou, cladosporiose, anthracnose	Fruit vert moyen 15 cm de long 6 cm diamètre
Dasher	/	Mildiou, oïdium	Fruit vert foncé 20 cm de long

Les variétés indiquées sont données à titre indicatives et ne constituent pas un engagement pour le producteur.

3. Diagramme de production



4. Caractéristiques générales de la culture du concombre

a. La préparation du sol

La culture de concombre peut se faire en plein champs ou sous serre¹. Le concombre préfère des sols meubles et bien drainants, qui ne craignent pas le tassement. Le travail du sol conseillé consiste à ameublir et aérer le sol (fraisage ou sous-soleuse ou rotavator). Des billons ou des planches de culture surélevées peuvent être réalisés afin d'évacuer les excédents d'eau.

Une fumure de fond doit être apportée au moment de la préparation du sol. La fumure est composée à minima d'un amendement organique. Les quantités incorporées d'amendement organique vont dépendre de l'état du sol. En moyenne, il est préconisé d'apporter 3 à 5 kg par m² et par an de fumier composté (caca poule, fumier de bovins, de petits ruminants, etc.). Un amendement calcique pourra être ajouté également. Il est conseillé de ne pas apporter l'amendement calcique et organique au même moment. **L'historique cultural de la parcelle** devra être pris en compte afin de déterminer de manière la plus adéquate possible les besoins en amendement (types et quantités).

Les parcelles où la culture labellisée est implantée, sont situées sur le territoire guyanais.

b. Le matériel végétal

L'agriculteur peut obtenir des plants de différentes manières :

- Préparation des plants en pépinière en utilisant des semences certifiées pour garantir la qualité génétique des plants et éviter la conservation de certaines maladies.
- Préparation des plants en pépinière en reproduisant des semences autoproduites sur l'exploitation,
- Préparation des plants en pépinière en utilisant des semences échangées entre exploitations agricoles,
- Achat de plants sains auprès de pépiniéristes agréés,
- Achat de plants à une exploitation agricole.

c. La plantation

La densité de plantation recommandée est comprise entre 75 et 130 plants par are. En effet, l'écartement idéal entre les plants est d'environ 0.5 à 0.7 m et l'espacement entre les rangs de 1.5 à 1.7m. Ces dimensions sont standards et doivent être adaptées selon la variété utilisée et les instructions présentes sur les emballages de semences.

d. La fertilisation

Les besoins de la plante sont adaptés en fonction de l'analyse de sol qu'il aura été possible de faire, du précédent cultural et du rendement visé. La fertilisation est fractionnée en trois fois : 5, 10 et 20 jours après la plantation. A titre indicatif, les besoins moyens du concombre au cours d'un cycle de culture (plantation à récolte) sont résumés dans le document suivant « Protection intégrée du concombre en Guyane² ».

¹ La culture sous serre comprend la culture sous tunnel et sous abri également.

² **Production intégrée du concombre en Guyane**, disponible à l'URL suivant : <https://bsvguyane.files.wordpress.com/2019/02/pi-concombre-2019.pdf>

e. La protection phytosanitaire

Le producteur devra s'assurer que les produits utilisés sur la culture de concombre sont homologués pour cette culture et l'usage sélectionné. De plus, il s'engage à respecter les conditions d'utilisations des produits et en particulier le respect des doses homologuées.

f. Mise en place d'un module de lutte intégrée

L'exploitant devra mettre en œuvre sur sa parcelle labellisée un module de protection de lutte intégrée des cultures. La protection intégrée vise la croissance de plantes saines en veillant à perturber le moins possible l'agroécosystème et en favorisant les mécanismes naturels de lutte contre les ennemis des cultures.

Pour mettre en place le module sélectionné, plusieurs pratiques sont proposées, l'exploitant devra mettre en œuvre une pratique à minima pour réaliser le module.

- Module 1 : Suppression des traitements phytosanitaires herbicides
- Module 2 : Rotation de cultures bénéfiques

Module 1 : Suppression des traitements phytosanitaires herbicides

Ce module vise à limiter le développement des adventices sans avoir recours à des traitements herbicides.

Pour mettre en œuvre ce module, le producteur ne doit pas employer de traitements phytosanitaires herbicides sur la totalité des parcelles produisant les concombres « RUP Guyane » et pendant tout le cycle de culture (15 jours avant la plantation des concombres et jusqu'à l'élimination de ces derniers). Pour gérer l'enherbement, le producteur peut faire appel à différentes pratiques culturales qui sont :

- Le paillage biodégradable ou végétal

Cette pratique consiste à répandre sur 50% au minimum de la parcelle de concombre labellisée « RUP Guyane », un matériau biodégradable uniquement, limitant ainsi le développement des adventices et de certains bio-agresseurs. A titre d'exemple, les paillages biodégradables ou végétaux sont le BRF, le compost, les résidus de culture, les toiles biodégradables, etc. Plusieurs types de paillages peuvent être utilisés simultanément sur les parcelles engagées.

- Le désherbage mécanique et/ou manuel (sarclage, binage)

Cette pratique vise à mettre en œuvre des interventions mécanisées et/ou manuelles sur la culture de concombre labellisée « RUP Guyane » afin de réduire la pression des adventices par arrachage ou coupe (sarclage, binage).

Module 2 : Rotation de cultures bénéfiques

Ce module a pour objectif de limiter la pression des maladies et des ravageurs en coupant leurs cycles de reproduction et d'améliorer la structure du sol en prospectant par des systèmes racinaires diversifiés (à différentes profondeurs). Pour mettre en œuvre ce module, l'agriculteur peut faire appel à différentes pratiques culturales qui sont :

- La mise en place d'une jachère avant l'implantation de la culture :

La jachère doit être mise en place sur l'ensemble de la parcelle implantée en concombre « RUP Guyane » pendant une durée minimum de 2 mois. Cette pratique agricole consiste à arrêter la production de cultures commerciales, c'est-à-dire qu'aucune récolte ne doit être exportée de la parcelle pendant la période définie de jachère. En revanche, le producteur peut effectuer des travaux pendant cette période : travail du sol, apport d'amendements, etc. A la fin de la jachère, la végétation

doit être coupée et laissée sur place. Elle peut être ensuite enfouie ou laissée à la surface en mulch. Il ne doit pas y avoir de culture entre la jachère et la plantation des concombres.

o La mise en place d'un engrais vert avant l'implantation de la culture :

L'engrais vert doit être mis en place sur l'ensemble de la parcelle implantée en concombre « RUP Guyane ». L'engrais vert est semé ou bouturé, puis coupée et laissée sur place. L'engrais vert peut être ensuite enfoui ou laissé à la surface en mulch. **L'engrais vert doit être semé à minima, 2 mois avant l'implantation de la culture** et aucune culture ne doit être implantée entre l'engrais vert et la plantation des concombres.

Plusieurs espèces peuvent être implantées comme engrais vert, la liste ci-dessous est donnée à titre d'exemple. Le choix de l'espèce à planter va dépendre de son cycle (annuel ou pérenne), de ses besoins (type de sol, ensoleillement), de son éventuel envahissement et par conséquent de la capacité du producteur à la maîtriser. Il est possible de semer plusieurs espèces simultanément.

- Des graminées pérennes : *Brachiaria tanner*, *Brachiaria humidicola* (kikuyu), *Brachiaria decumbens*, *Digitaria swazilandensis*, *Ischaemum timorensis* (lukuntu), *Ischaemum indica* (andropogon) et *Echinochloa* sp.
- Des légumineuses pérennes : *Arachis pintoï*, *Desmodium ovalifolium*, *Calopogonium muconoides*, *Pueraria phaseoloides* (kudzu ou mucuna), *Aeschynomene* sp. et *Stylosanthes guianensis*.

• La mise en place d'un précédent cultural favorable au concombre :

L'alternance des cultures permet de casser les cycles des ravageurs et des adventices et d'alterner des cultures avec des besoins différents. Pour cela, le producteur doit alterner des familles botaniques différentes, et secondairement des types de légumes différents (feuilles, fruits, racines ...). Il ne doit pas y avoir de culture intermédiaire entre le précédent cultural autorisé et la culture de concombre labellisée. Pour valider cette pratique, le précédent cultural ne doit pas correspondre aux familles suivantes :

- Cucurbitacées (melon, pastèque, concombre, giraumon, courgette, sorossi, etc.),
- Solanacées (tomate, aubergine, piment, poivron, etc.)

g. La récolte

La récolte a lieu 30 à 60 jours après le repiquage. La récolte doit avoir lieu tous les jours.

IV. Méthodes de maîtrise et de contrôle

A travers la mise en œuvre des méthodes de maîtrise et de contrôle présentées ci-dessous, le producteur constitue les justificatifs permettant de vérifier les critères inscrits dans le présent cahier des charges. Le support d'enregistrement (papier ou informatique) est au choix du producteur. Le tableau présenté à l'Annexe 1 récapitule l'ensemble des méthodes de maîtrise et de contrôle à constituer.

1. La gestion de l'exploitation

a. Transparence et traçabilité

La traçabilité

L'agriculteur doit avoir mis en œuvre un système de traçabilité permettant d'identifier l'origine et le parcours du produit issu de son exploitation. Pour cela, les justificatifs suivants doivent être présents sur l'exploitation :

- La liste de l'ensemble des clients et des fournisseurs (dont les prestataires de service),
- Une comptabilité simple regroupant les achats et ventes ainsi que les factures associées,

L'ensemble des informations enregistrées ainsi que la documentation associée doit être facilement mobilisables par l'exploitant.

La responsabilité de l'exploitant

L'exploitant est responsable de sa production et doit veiller au respect de la réglementation en vigueur. A ce titre, il s'engage à se soumettre à tous les contrôles et toutes les vérifications demandées par les services officiels de contrôle. Des contrôles peuvent être effectués par le service SALIM de la DEAAF-DGTM³ ou de la DGCOPOP⁴ afin de mesurer notamment les limites maximales de résidus (LMR). En cas de dépassement, le produit n'est pas apte à la consommation humaine.

b. Le Certiphyto

Le Certificat individuel produits phytopharmaceutiques, « Certiphyto », est un document nominatif qui atteste de connaissances suffisantes pour utiliser les produits phytopharmaceutiques en sécurité et en réduire l'usage. Le Certiphyto est obligatoire pour toutes les personnes amenées à acheter, vendre, appliquer des produits phytopharmaceutiques ou à apporter un conseil sur leur utilisation.

L'exploitant s'engage à utiliser les produits phytosanitaires conformément à la réglementation en vigueur, en termes de pratiques d'utilisation, de stockage, de nettoyage du matériel de pulvérisation, et d'utilisation des équipements de protection individuelle (EPI).

L'annexe 4 présente la liste des organismes de formation pour obtenir le Certiphyto. Le certificat doit être renouvelé tous les cinq ans selon les dispositions indiquées sur le site suivant : <https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F31192>. Le renouvellement du certificat doit être demandé 3 mois avant son expiration.

c. La gestion des déchets industriels

L'élimination des déchets agricoles est à la charge du producteur. Pour cela, il doit les trier et les stocker dans un lieu spécifique sans risque pour les utilisateurs et l'environnement, de manière sélective selon leur nature :

³ Direction Générale des Territoires et de la Mer - Direction de l'Environnement, de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt

⁴ DGCOPOP : Direction Générale de la Cohésion des Populations

- Les emballages vides de produits phytosanitaires (EVPP) et les emballages vides de produits fertilisants (EVPF),
- Les effluents contenant des résidus de produits phytosanitaires,
- Les équipements de protection individuelle usagés (EPI),
- Les paillages plastiques, les serres, les ficelles, etc. usagés.

Le brûlage, le rejet dans les milieux naturels et réseaux d'assainissement ainsi que l'enfouissement sont strictement interdits.

L'agriculteur doit ensuite se tenir informé des collectes existantes (planning de collecte) et amener ses déchets dans le cadre de dispositifs de récupération des déchets mis en place sur le territoire, s'ils existent. Le producteur s'assure de la traçabilité en conservant les attestations de remise des déchets fournies par le prestataire.

Concernant les produits phytosanitaires non utilisables (PPNU), des règles spécifiques existent. Lors de leurs stockages dans le local phytopharmaceutique, ces derniers doivent être clairement identifiés (étiquetage, inscription écrite, ensachage, etc.). De plus, les PPNU ne doivent pas être stockés sur l'exploitation plus de 12 mois à compter de la date à laquelle le produit ne bénéficie plus d'autorisation ou de permis de commerce parallèle. Ainsi, le producteur doit assurer la collecte des PPNU identifiés par les services compétents.

L'[annexe 5](#) précise la liste des entreprises prestataires sur le territoire qui proposent ce service, moyennant paiement par l'agriculteur.

2. Le suivi technique de la production de concombre « RUP Guyane »

Afin d'assurer le suivi de la culture de concombre labellisée « RUP Guyane », le producteur doit fournir les justificatifs suivants permettant de vérifier la bonne mise en œuvre des critères inscrits dans le cahier des charges. L'ensemble de ces justificatifs sont à conserver cinq ans sur l'exploitation.

- Une fiche de culture (du précédent cultural à l'élimination des plants de concombre) est à remplir. Les informations inscrites dans la fiche de culture doivent être certifiées exactes par le représentant légal de l'exploitation. Pour l'accompagner dans l'enregistrement des informations, le producteur peut faire appel à un conseiller technique agricole. Dans ce cas, la certification du document est validée par l'apposition de la signature du producteur et du conseiller. La compétence du conseiller pourra être prouvée par des certificats de participation à des formations techniques ainsi que des diplômes. Dans ce cas, le contrôleur pourra contacter directement le conseiller en question afin de vérifier sa qualification. Si le producteur n'a pas accès à un technicien capable d'assurer le suivi de la culture labellisée, l'apposition de la seule signature du producteur suffit.

L'ensemble des informations à inscrire dans cette fiche sont détaillées dans les parties suivantes. Un exemple de fiche de culture est présenté à l'[Annexe 2](#) avec l'ensemble des indications requises pour garantir le suivi de la culture labellisée.

- Un plan de l'exploitation localisé et/ou borné,
- Les factures d'achat du matériel végétal le cas échéant,
- Le(s) bon(s) de livraison lors de la vente de la production labellisée.

a. La plantation

Le parcellaire

Le producteur dispose d'un plan de son exploitation localisé et/ou borné. Il permet de justifier de la position géographique des parcelles.

Le producteur devra indiquer dans la fiche de culture, le précédent cultural pour chaque culture de concombre ainsi que le type d'amendement organique apporté.

Le matériel végétal

Le producteur devra fournir les justificatifs permettant d'assurer la traçabilité du matériel végétal. Les justificatifs correspondent aux factures d'achat des semences ou des plants.

La plantation

La(es) date(s) de repiquage des plants de concombre devra(ont) être enregistrée(s) dans la fiche de culture.

b. La protection phytosanitaire

Le producteur doit enregistrer pour chacune de ses parcelles tout apport en produits phytopharmaceutiques. L'enregistrement de ces informations peut être réalisé dans un registre phytopharmaceutique selon le modèle présenté en Annexe 3. Ce document doit contenir les informations relatives suivantes :

- Le nom commercial complet du produit utilisé,
- La quantité ou la dose de produit utilisé,
- La date de l'apport ou de l'intervention,
- Le nom de la personne ayant effectué le traitement,
- La (ou les) date(s) de récolte.
- L'identification de la parcelle traitée,
- La culture produite sur cette parcelle en précisant la variété,

Par ailleurs, lorsque qu'une présence repérée d'organisme nuisible ou de symptômes susceptibles d'affecter la sécurité sanitaire des produits d'origine végétale destinés à l'alimentation humaine est identifiée, le producteur doit également indiquer dans le document :

- Le nom de l'organisme nuisible ou, à défaut, une description de l'anomalie constatée ;
- La date du premier constat.

Enfin, ce document doit aussi présenter les résultats de toute analyse d'échantillons prélevés sur des végétaux ou d'autres échantillons qui revêtent une importance pour la santé humaine (si de telles analyses ont été réalisées par l'exploitant pendant l'année civile en cours).

c. Mise en place d'un module de lutte intégrée

Le producteur doit mettre en place obligatoirement au moins un module de lutte intégrée sur les parcelles de concombres labellisées. Le producteur devra justifier de la mise en œuvre d'un module présenté dans la partie III.4. f. Mise en place d'un module de lutte intégrée. Pour cela, il devra conserver la fiche de culture attestant du choix du module et de son application dans les parcelles labellisées.

En fonction du module sélectionné, les indications à compléter dans la fiche de culture sont différentes.

Si le producteur choisit le module 1, il devra justifier de la mise en place d'un paillage biodégradable ou végétal en indiquant le type de paillage(s) utilisé(s) ou d'interventions physiques de désherbage en précisant le nombre de passage effectué sur la parcelle (manuellement ou mécaniquement). De plus, aucun traitement herbicide ne devra être indiqué lors de l'enregistrement des traitements phytosanitaires.

Si le producteur sélectionne le module 2, il devra indiquer dans la fiche de culture, en fonction de la pratique sélectionnée, de :

- La mise en place d'une jachère en indiquant la date de mise en jachère,
- La mise en place d'un engrais vert en indiquant la date d'implantations de l'engrais vert et la(es) variété(s) implantée(s),
- La mise en place d'un précédent cultural en indiquant l'espèce cultivée et la date de début de récolte du précédent cultural ;

d. La récolte

La date de début de récolte devra être notée dans la fiche de culture.

3. Modalités d'étiquetage

Lors de la livraison des concombres labellisés en vue de leur vente, l'agriculteur devra conserver le bon de livraison qui doit alors indiquer le nom et l'adresse du producteur, la variété des concombres, la quantité cédée et la date de cession. Ces informations doivent être apposées par le producteur ou la structure de mise en marché du produit (organisation de producteurs) aussi bien sur le bon de livraison que sur l'étiquetage du contenant des concombres. Un numéro de lot doit être également indiqué, sauf en cas d'exemption prévue par l'article R.412-6 du code de la consommation.

Le symbole graphique prévu pour les produits agricoles de qualité des régions ultrapériphériques devra être apposé sur les documents de vente et sur l'étiquetage des contenants de concombres, en utilisant les règles techniques prévues par les dispositions réglementaires. Ces dispositions sont indiquées en Annexe 6.

Annexes

Annexe 1 : Tableau récapitulatif des critères du cahier des charges

INTITULE		THEMATIQUES	POINTS A CONTRÔLER	METHODES DE CONTRÔLE	JUSTIFICATIFS
La gestion de l'exploitation	Transparence et traçabilité	Traçabilité	Possession d'une liste regroupant les clients et fournisseurs de l'exploitation avec leurs coordonnées	Documentaire	Listing des clients et fournisseurs avec leurs coordonnées
			Enregistrement des ventes et achats et archivage des factures correspondantes	Documentaire	Comptabilité avec factures correspondantes
	Responsabilité de l'exploitant	Engagement de l'exploitant	Informations enregistrées et documentation associée accessible	Visuel	Informations facilement mobilisables par le producteur
			Attestation sur l'honneur	Documentaire	Attestation sur l'honneur
	Le Certiphyto	Possession du certificat Certiphyto en cours de validité (si utilisation de PPT)	Utilisation de produits phytosanitaires conformément à la réglementation (pratiques d'utilisation, stockage, nettoyage du matériel, utilisation d'EPI, etc.)	Documentaire	Certiphyto valide
			Dire d'agriculteur	Agriculteur connaît les conditions d'utilisation et de stockage des produits phytosanitaires	
La gestion des déchets agricoles industriels	Déchets industriels stockés et triés	Déchets industriels éliminés ou recyclés	Visuel	Tri sélectif des déchets mis en place	
		Documentaire	Attestation de remise des déchets et adresse des centres de collecte du territoire		
Le suivi technique de la culture	La plantation	Le parcellaire	Parcelles situées en Guyane	Documentaire	Plan de l'exploitation localisé et/ou borné
			Enregistrement du précédent cultural de la parcelle	Documentaire	Fiche de culture
			Apport d'amendement organique	Documentaire	Fiche de culture
		Le matériel végétal	Semences ou plants achetés chez un producteur, un centre agréé ou un pépiniériste	Documentaire	Facture d'achat du matériel végétal
	La mise en terre		Enregistrement de la date de repiquage	Documentaire	Fiche de culture
	La protection phytosanitaire	Utilisation de produits autorisés pour la culture du concombre et l'usage sélectionné	Respect des conditions d'utilisation des produits phytosanitaires (doses)	Documentaire	Registre phytopharmaceutique
			Dire d'agriculteur	Doses appliquées sur la culture respectent les conditions d'utilisations du produit appliqué	
			Enregistrement de toutes utilisations de produits phytopharmaceutiques	Documentaire	Registre phytopharmaceutique
			Sauvegarde des résultats d'analyses d'échantillons effectués	Documentaire	Résultats d'analyses d'échantillons effectués
			Mise en œuvre d'un module de lutte intégrée	Documentaire	Fiche de culture
	Mise en place d'une pratique de lutte intégrée	Module 1 : Suppression des traitements phytosanitaires herbicides	Mise en œuvre d'une pratique permettant la réalisation du module 1	Documentaire	Fiche de culture
			Utilisation d'un paillage végétal ou biodégradable	Documentaire	Fiche de culture
			Mise en place d'interventions physiques	Documentaire	Fiche de culture
		Module 2 : Rotation de cultures bénéfiques	Mise en œuvre d'une pratique permettant la réalisation du module 2	Documentaire	Fiche de culture
			Mise en place d'une jachère pendant 2 mois minimum	Documentaire	Fiche de culture
Mise en place d'un engrais vert pendant 2 mois minimum			Documentaire	Fiche de culture	
Précédent cultural correspond aux précédents culturaux autorisés dans le cahier des charges			Documentaire	Fiche de culture	
La récolte	Enregistrement de la date de début de récolte	Documentaire	Fiche de culture		
Les modalités d'étiquetage	Informations réglementaires indiquées	Symbole graphique RUP apposé sur les documents de vente et les contenants	Documentaire	Bon de livraison + Etiquetage	
		Symbole graphique RUP illustré selon les règles techniques prévues par les dispositions réglementaires	Documentaire	Documents de vente + Etiquetage	
		Documentaire	Documents de vente + Etiquetage		

Annexe 4 : Liste des organismes de formation délivrant le certificat « Certiphyto » en Guyane

Nom de l'organisme de formation	Adresse du siège social	Adresse dans la région	Téléphone (siège social)
CFPPA de Matiti Macouria	Savane Matiti Av Henri Kong BP 53 97355 Macouria	Savane Matiti BP 53 97355 Macouria	05 94 38 71 46
Chambre d'Agriculture de Guyane 3 1 000942	1 Avenue des Jardins Sainte-Agathe 97355 Macouria	1, Av. des Jardins de St. Agathe 97355 Macouria	05 94 29 61 95
Pascal CUCHE 3 1 000441	Chez Mme A. SUTERA Chemin des donneuses d'eau 97118 Saint-François	Carrefour du Larivot – Lieu-dit Terca 97351 Matoury	06 90 41 82 45
RESOLIA-APCA 3 1 000217	9 avenue George V 75008 Paris	Chambre d'Agriculture de la Guyane 1 avenue des Jardins de Sainte-Agathe 97355 Macouria	01 40 64 16 70
ISTAV Institut Scientifique et Technique de l'Animal en Ville 3 1 000538	85 avenue pasteur 93260 Les Lilas	En entreprise 97300 Cayenne	01 43 62 67 82
BMDC-FORMACOM	Immeuble Rocheméane Morne Vergain 97139 Abymes	28 avenue de la liberté 97300 Cayenne	05 90 21 43 90
IRSEC 3 1 000954	P Rue Georges Eucharis, Lot DILLON Stade 97200 Fort de France	53, zone d'activité Galmot 97300 Cayenne	05 96 51 02 01

Annexe 5 : Liste des entreprises proposant un service de collecte des déchets agricoles

- Liste des entreprises de gestion de déchets :

Nom de l'entreprise	Personne contact	Lieu	Coordonnées
ENDEL	M. Lebrault	KOUROU	jean-louis.lebrault@endel.engie.com 05 94 32 72 73 / 05 94 32 72 73
IPES PENA	M. Dupuy	KOUROU	thierry.dupuy@groupepena.fr 06 94 42 91 03

- Liste des entreprises de location de bennes pouvant proposer un service de collecte :

Nom de l'entreprise	Personne contact	Lieu	Coordonnées
SOGEMA	M. Loreaux	CAYENNE	sogema.cayenne@wanadoo.fr 06 94 23 30 86
TRANS'MAT/ JUMBOLOCATION	M. Louveau	CAYENNE	p.louveau@octo973.fr 05 94 32 98 84 / 06 94 22 54 47
GUYALOC	M. Chauvet	CAYENNE	guyalocdir@orange.fr guyaloc.prestations@orange.fr 05 94 28 95 00 / 05 94 32 55 00

Annexe 6 : Conditions d'utilisation et de reproduction du symbole graphique

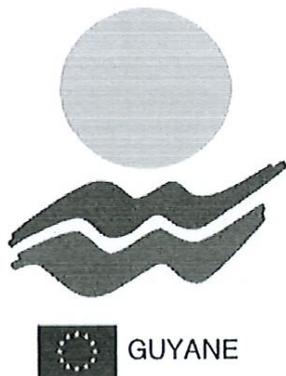
Le symbole graphique doit être reproduit et utilisé conformément aux dispositions suivantes :

- Le symbole graphique doit toujours être imprimé sur un fond blanc et si possible, tout en couleur, en quadrichromie. Exceptionnellement, il peut être reproduit en noir et blanc. Lorsque le symbole graphique fait partie d'une photo ou se trouve sur un fond coloré, il doit être placé sur un plan blanc encadré,
- Le texte est reproduit en caractère Linotype Univers Condensed, condensé à 65%
- L'espace séparant le drapeau du texte est égal à la moitié de la hauteur du drapeau.
- Les couleurs utilisés doivent correspondre aux caractéristiques suivantes :

Couleurs de référence		Couleurs de référence	
			Jaune quadrichrome: 00109000 – 10 % magenta, 90 % jaune
	Vert quadrichrome: XX003000 – 80 % cyan, 80 % jaune		Étoiles quadrichromes: 0000XX00 – 100 % jaune
	Bleu quadrichrome: XX100000 – 100 % magenta, 10 %	Le nom des régions figure toujours en caractères noirs.	
Noir et blanc de référence			
	Jaune = 30 %		Drapeau = 100 %
	Vert = 80 %		Blanc
	Bleu = 60 %	Le nom des régions figure toujours en caractères noirs.	

- Le pourcentage de réduction du symbole graphique doit respecter les modalités suivantes :

Pourcentage de réduction	
	
Le symbole graphique en couleur ne doit pas être reproduit ni imprimé dans une dimension inférieure à 25 mm de hauteur en raison de la taille des étoiles du drapeau européen. En noir et blanc, la dimension minimale est de 30 mm de hauteur.	
Lorsqu'on place sur un plan blanc encadré le symbole graphique, l'espace qui entoure ce dernier doit correspondre à la hauteur du drapeau européen.	



LOGO RUP
LA PROMOTION DES PRODUITS DE QUALITE DE L'EUROPE
D'OUTRE MER

Cahier des charges

Salade

Table des matières

Table des matières	2
I. Introduction.....	3
II. Textes de référence.....	4
III. Caractéristiques de la salade « RUP Guyane ».....	5
1. Dénomination du produit « RUP Guyane ».....	5
2. Description du produit	5
3. Diagramme de production	5
4. Caractéristiques générales de la culture de la salade	5
IV. Méthodes de maîtrise et de contrôle.....	9
1. La gestion de l'exploitation	9
2. Le suivi technique de la production de salade « RUP Guyane »	10
3. Modalités d'étiquetage	12
Annexes	13
Annexe 1 : Tableau récapitulatif des critères des cahiers des charges	13
Annexe 2 : Fiche de suivi de la culture de la salade labellisée	14
Annexe 3 : Modèle de registre phytopharmaceutique	15
Annexe 4 : Liste des organismes de formation délivrant le certificat « Certiphyto » en Guyane.....	16
Annexe 5 : Liste des entreprises proposant un service de collecte des déchets agricoles.....	17
Annexe 6 : Conditions d'utilisation et de reproduction du symbole graphique	18

I. Introduction

Présentation de la démarche :

Le label RUP est une démarche permettant de valoriser la production agricole et agro-alimentaire des Régions Ultra Périphériques européennes en certifiant leur qualité et leur origine. Les cahiers des charges en Guyane, établis par produit, sont définis localement par les interprofessions à l'issue d'un travail de concertation avec l'ensemble des acteurs du secteur concerné et les services de la DEAAF-DGTM. Les cahiers des charges ainsi que les agréments des opérateurs sont validés en Comité d'Orientation Stratégique et de Développement Agricole (COSDA) et font l'objet d'un arrêté préfectoral.

En Guyane, la mise en place du label RUP vise à permettre aux produits locaux d'accéder durablement au marché de la restauration collective de Guyane, dans le cadre de la loi EGALIM (article 24). En effet, cette loi stipule que d'ici 2022, 50% de l'approvisionnement (en valeur) de la restauration collective devra se faire sous signe de qualité (sous réserve des dispositions légales en vigueur pour la Guyane). A ce titre, le label RUP permet aux producteurs guyanais d'avoir un accès privilégié aux marchés publics, tout en garantissant aux consommateurs un produit local et répondant à une démarche qualité. En effet, cette démarche indique que le produit suit des règles de production spécifiques, qui sont contrôlées et qui garantissent une qualité régulière des produits finis.

La création du label RUP cherche également à favoriser un développement territorial des systèmes de production et de transformation. A ce titre, le label est un moyen de renforcement de la souveraineté alimentaire de la Guyane, de création d'emplois locaux et de promotion d'un système alimentaire plus respectueux de l'environnement (réduction de l'empreinte carbone).

Domaine d'application

Les producteurs engagés dans la démarche sont sensibles aux enjeux de protection de l'environnement, de qualité des sols, de biodiversité et de qualité de l'air et de l'eau. Ce cahier des charges a pour objet de fournir un cadre aux producteurs, afin de garantir un produit de qualité qui met en avant les spécificités guyanaises. Au regard de l'évolution des pratiques des producteurs, le présent cahier des charges pourra être amené à évoluer afin d'accompagner la dynamique collective mise en œuvre sur différentes composantes (traitements phytosanitaires, semences, etc.). Le label RUP permet aux producteurs de garantir une traçabilité des pratiques de culture auprès des transformateurs et des clients de la restauration collective.

Présentation du produit

La labellisation RUP engage des producteurs à produire de la « Salade » selon les modalités inscrites dans le présent cahier des charges. Il reprend les éléments suivants :

- Le respect de la réglementation en vigueur,
- Le lieu de culture : la Guyane,
- Le mode de culture avec la mise en place de module de lutte intégrée des cultures,
- La valorisation de la diversité des systèmes de production guyanais : les systèmes traditionnels (abattis), la petite agriculture intensive, la culture sous-serre, etc.
- La traçabilité des salades.

II. Textes de référence

En cas de modification des textes réglementaires, les nouvelles versions s'appliquent automatiquement.

- Règlement (UE) n° 1169/2011 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011, concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires,
- Code de la consommation - Partie réglementaire - Livre IV, titre 1er, Chapitre II, Section 2 - Mode de présentation et étiquetage - article R.412-3 et suivants,
- Règlement (UE) n° 543/2011 de la Commission du 7 juin 2011 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les secteurs des fruits et légumes et des fruits et légumes transformés, Annexe I, Partie B, Partie 4 (norme de commercialisation applicable aux laitues, chicorées, frisées et scaroles)
- Règlement (CE) n° 852/2004 du Parlement Européen et du Conseil, du 29 avril 2004, relatif à l'hygiène des denrées alimentaires,
- Règlement (CE) no 178/2002 du Parlement Européen et du Conseil, du 28 janvier 2002, établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires,
- Règlement (UE) no 396/2005 du Parlement européen et du Conseil du 23 février 2005 concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale et modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil,
- Règlement UE 2016/2031 concernant les mesures de protection contre les organismes nuisibles végétaux entré en application le 14/12/19,
- Code Rural et de la pêche maritime.

III. Caractéristiques de la salade « RUP Guyane »

1. Dénomination du produit « RUP Guyane »

« Salade »

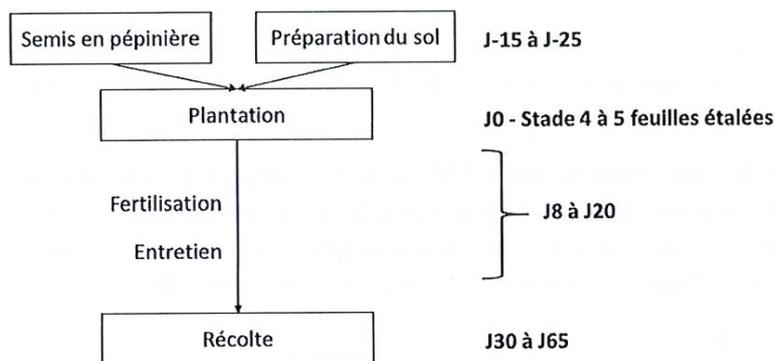
2. Description du produit

Au sein de la famille des Astéracées, les salades majoritairement cultivées en Guyane sont les laitues de l'espèce *Lactuca sativa* :

- Batavia,
- Iceberg (Minetto, Eden),
- Romaine (Sucrine),
- Feuille de chêne,
- Laitue beurre (Alexandria).

Les variétés indiquées sont données à titre indicatif et ne constituent pas un engagement pour le producteur.

3. Diagramme de production



La culture de la salade peut être réalisée en plein champ ou sous serre¹, sachant qu'en saison des pluies, la culture en plein champ est plus difficile à cause d'une pression en ravageurs et en maladies fongiques plus élevée.

4. Caractéristiques générales de la culture de la salade

a. La préparation du sol

La salade a besoin de sols meubles et bien drainants, riches en humus avec un pH compris idéalement entre 6,5 et 7,5. Le travail du sol conseillé consiste à ameublir et aérer le sol (fraisage ou sous-soleuse ou rotavator). Des billons ou des planches de culture surélevées peuvent ensuite être réalisés afin d'évacuer les excédents d'eau. Enfin, il est recommandé d'affiner et d'aplanir le sol en surface (râteau, vibroculteur).

¹ La culture sous serre comprend la culture sous tunnel et sous abri également.
CDC Salade – COSDA 2021

Une fumure de fond doit être apportée au moment de la préparation du sol. La fumure est composée à minima d'un amendement organique. Les quantités incorporées d'amendement organique vont dépendre de l'état du sol. En moyenne, il est préconisé d'apporter 3 à 5 kg par m² et par an de fumier composté (caca poule, fumier de bovins, de petits ruminants, etc.). Un amendement calcique pourra être ajouté également. L'historique cultural de la parcelle devra être pris en compte afin de déterminer de manière la plus adéquate possible les besoins en amendement (types et quantités).

Les parcelles où la culture labellisée est implantée, doivent être situées sur le territoire guyanais.

b. Le matériel végétal

L'agriculteur peut obtenir des plants de différentes manières :

- Préparation des plants en pépinière en utilisant des semences certifiées pour garantir la qualité génétique des plants et éviter la conservation de certaines maladies.
- Préparation des plants en pépinière en reproduisant des semences autoproduites sur l'exploitation,
- Préparation des plants en pépinière en utilisant des semences échangées entre exploitations agricoles,
- Achat de plants sains auprès de pépiniéristes agréés,
- Achat de plants à une exploitation agricole.

c. La plantation

Dans le cas de plants autoproduits, il est conseillé de repiquer les plants 1 à 2 semaines après le semis, au stade de 3 à 5 feuilles étalées.

La densité conseillée est comprise entre 750 et 1000 plants/are (7,5 à 10 plants/m²). En effet, l'écartement idéal entre les plants est d'environ 20 à 30 cm et l'espacement entre les rangs de 40 à 50 cm. Ces dimensions sont standards et doivent être adaptées selon la variété utilisée, les instructions présentes sur les emballages de semences et l'agencement de la parcelle.

d. La fertilisation

Un soin particulier est apporté au raisonnement de l'apport de fertilisants afin de limiter les excès et leur effet négatif sur le sol et les plantes. Les besoins de la plante sont à adapter en fonction des analyses de sol qu'il aura été possible de faire, du précédent cultural et du rendement visé. Les besoins moyens de la salade au cours d'un cycle sont résumés dans le document suivant « Protection intégrée de la laitue en Guyane² ».

e. La protection phytosanitaire

Le producteur devra s'assurer que les produits utilisés sur la culture de la salade sont homologués pour cette culture et l'usage sélectionné. De plus, il s'engage à respecter les conditions d'utilisations des produits et en particulier le respect des doses homologuées.

f. Mise en place d'un module de lutte intégrée

L'exploitant devra mettre en œuvre sur sa parcelle labellisée un module de protection par lutte intégrée des cultures. La protection intégrée vise la croissance de plantes saines en veillant à perturber

² Production intégrée de la laitue en Guyane, disponible à l'URL suivant : https://guyane.chambre-agriculture.fr/fileadmin/user_upload/National/FAL_commun/publications/Guyane/PI-Laitue-2018.pdf
CDC Salade – COSDA 2021

le moins possible l'agroécosystème et en favorisant les mécanismes naturels de lutte contre les ennemis des cultures.

Pour mettre en place le module sélectionné, plusieurs pratiques sont proposées, l'exploitant devra mettre en œuvre une pratique à minima pour réaliser le module.

- Module 1 : Suppression des traitements phytosanitaires herbicides
- Module 2 : Rotation de cultures bénéfiques

Module 1 : Suppression des traitements phytosanitaires herbicides

Ce module vise à limiter le développement des adventices sans avoir recours à des traitements herbicides.

Pour mettre en œuvre ce module, le producteur ne doit pas employer de traitements phytosanitaires herbicides sur la totalité des parcelles produisant les salades « RUP Guyane » et pendant tout le cycle de culture (15 jours avant le repiquage des salades et jusqu'à la récolte de ces dernières). Pour gérer l'enherbement, le producteur peut faire appel à différentes pratiques culturales qui sont :

- Le paillage biodégradable ou végétal

Cette pratique consiste à répandre sur 50% au minimum de la parcelle de salade labellisée « RUP Guyane », un matériau biodégradable uniquement, limitant ainsi le développement des adventices et de certains bio-agresseurs. A titre d'exemple, les paillages biodégradables ou végétaux sont le BRF, le compost, les résidus de culture, les toiles biodégradables, etc. Plusieurs types de paillages peuvent être utilisés simultanément sur les parcelles engagées.

- Le désherbage physique (mécanique et/ou manuel)

Cette pratique vise à mettre en œuvre des interventions mécanisées et/ou manuelles sur la culture de salade labellisée « RUP Guyane » afin de réduire la pression des adventices par arrachage ou coupe (sarclage, binage).

Module 2 : Rotation de cultures bénéfiques

Ce module a pour objectif de limiter la pression des maladies et des ravageurs en coupant leurs cycles de reproduction et d'améliorer la structure du sol en prospectant par des systèmes racinaires diversifiés (à différentes profondeurs). Pour mettre en œuvre ce module, l'agriculteur peut faire appel à différentes pratiques culturales qui sont :

- La mise en place d'une jachère avant l'implantation de la culture :

La jachère doit être mise en place sur l'ensemble de la parcelle implantée en salade « RUP Guyane » pendant une durée minimum de 2 mois. Cette pratique agricole consiste à arrêter la production de cultures commerciales, c'est-à-dire qu'aucune récolte ne doit être exportée de la parcelle pendant la période définie de jachère. En revanche, le producteur peut effectuer des travaux pendant cette période : travail du sol, apport d'amendements, etc. A la fin de la jachère, la végétation doit être coupée et laissée sur place. Elle peut être ensuite enfouie ou laissée à la surface en mulch. Il ne doit pas y avoir de culture entre la jachère et la plantation des salades.

- La mise en place d'un engrais vert avant l'implantation de la culture :

L'engrais vert doit être mis en place sur l'ensemble de la parcelle implantée en salade « RUP Guyane ». L'engrais vert est semé ou bouturé, puis coupée et laissée sur place. L'engrais vert peut être ensuite enfoui ou laissé à la surface en mulch. **L'engrais vert doit être semé à minima, 2 mois avant**

l'implantation de la culture et aucune culture ne doit être implantée entre l'engrais vert et la plantation des salades.

Plusieurs espèces peuvent être implantées comme engrais vert, la liste ci-dessous est donnée à titre d'exemple. Le choix de l'espèce à planter va dépendre de son cycle (annuel ou pérenne), de ses besoins (type de sol, ensoleillement), de son éventuel envahissement et par conséquent de la capacité du producteur à la maîtriser. Il est possible de semer plusieurs espèces simultanément.

- Des graminées pérennes : *Brachiaria tanner*, *Brachiaria humidicola* (kikuyu), *Brachiaria decumbens*, *Digitaria swazilandensis*, *Ischaemum timorense* (lukuntu), *Ischaemum indica* (andropogon) et *Echinochloa* sp.
- Des légumineuses pérennes : *Arachis pintoï*, *Desmodium ovalifolium*, *Calopogonium muconoides*, *Pueraria phaseoloides* (kudzu ou mucuna), *Aeschynomene* sp. et *Stylosanthes guianensis*.
- La mise en place d'un précédent cultural favorable à la salade :

L'alternance des cultures permet de casser les cycles des ravageurs et des adventices et d'alterner des cultures avec des besoins différents. Pour cela, le producteur doit alterner des familles botaniques différentes, et secondairement des types de légumes différents (feuilles, fruits, racines ...). Il ne doit pas y avoir de culture intermédiaire entre le précédent cultural autorisé et la culture de salade labellisée. Pour valider cette pratique, le précédent cultural ne doit pas correspondre aux familles suivantes :

- Astéracées (salade, menthe, etc.)
- Brassicacées (radis, chou, pat Choi, etc.)
- Apiacées (persil, etc.)

g. La récolte

La récolte a lieu 30 à 65 jours après la plantation. Il faut veiller à ne pas laisser la culture trop longtemps au champ afin d'éviter la montée en graines des salades ou des attaques de parasites trop importantes.

IV. Méthodes de maîtrise et de contrôle

A travers la mise en œuvre des méthodes de maîtrise et de contrôle présentées ci-dessous, le producteur constitue les justificatifs permettant de vérifier les critères inscrits dans le présent cahier des charges. Le support d'enregistrement (papier ou informatique) est au choix du producteur. Le tableau présenté à l'Annexe 1 récapitule l'ensemble des méthodes de maîtrise et de contrôle à constituer.

1. La gestion de l'exploitation

a. Transparence et traçabilité

La traçabilité

L'agriculteur doit avoir mis en œuvre un système de traçabilité permettant d'identifier l'origine et le parcours du produit issu de son exploitation. Pour cela, les justificatifs suivants doivent être présents sur l'exploitation :

- La liste de l'ensemble des clients et des fournisseurs (dont les prestataires de service),
- Une comptabilité simple regroupant les achats et ventes ainsi que les factures associées,

L'ensemble des informations enregistrées ainsi que la documentation associée doit être facilement mobilisables par l'exploitant.

La responsabilité de l'exploitant

L'exploitant est responsable de sa production et doit veiller au respect de la réglementation en vigueur. A ce titre, il s'engage à se soumettre à tous les contrôles et toutes les vérifications demandées par les services officiels de contrôle. Des contrôles peuvent être effectués par le service SALIM de la DEAAF-DGTM³ ou de la DGCOPPOP⁴ afin de mesurer notamment les limites maximales de résidus (LMR). En cas de dépassement, le produit n'est pas apte à la consommation humaine.

b. Le Certiphyto

Le Certificat individuel produits phytopharmaceutiques, « Certiphyto », est un document nominatif qui atteste de connaissances suffisantes pour utiliser les produits phytopharmaceutiques en sécurité et en réduire l'usage. Le Certiphyto est obligatoire pour toutes les personnes amenées à acheter, vendre, appliquer des produits phytopharmaceutiques ou à apporter un conseil sur leur utilisation.

L'exploitant s'engage à utiliser les produits phytosanitaires conformément à la réglementation en vigueur, en termes de pratiques d'utilisation, de stockage, de nettoyage du matériel de pulvérisation, et d'utilisation des équipements de protection individuelle (EPI).

L'annexe 4 présente la liste des organismes de formation pour obtenir le Certiphyto. Le certificat doit être renouvelé tous les cinq ans selon les dispositions indiquées sur le site suivant : <https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F31192>. Le renouvellement du certificat doit être demandé 3 mois avant son expiration.

c. La gestion des déchets industriels

L'élimination des déchets agricoles est à la charge du producteur. Pour cela, il doit les trier et les stocker dans un lieu spécifique sans risque pour les utilisateurs et l'environnement, de manière sélective selon leur nature :

³ Direction Générale des Territoires et de la Mer - Direction de l'Environnement, de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt

⁴ DGCOPPOP : Direction Générale de la Cohésion des Populations
CDC Salade – COSDA 2021

- Les emballages vides de produits phytosanitaires (EVPP) et les emballages vides de produits fertilisants (EVPF),
- Les effluents contenant des résidus de produits phytosanitaires,
- Les équipements de protection individuelle usagés (EPI),
- Les paillages plastiques, les serres, les ficelles, etc. usagés.

Le brûlage, le rejet dans les milieux naturels et réseaux d'assainissement ainsi que l'enfouissement sont strictement interdits.

L'agriculteur doit ensuite se tenir informé des collectes existantes (planning de collecte) et amener ses déchets dans le cadre de dispositifs de récupération des déchets mis en place sur le territoire, s'ils existent. Le producteur s'assure de la traçabilité en conservant les attestations de remise des déchets fournies par le prestataire.

Concernant les produits phytosanitaires non utilisables (PPNU), des règles spécifiques existent. Lors de leurs stockages dans le local phytopharmaceutique, ces derniers doivent être clairement identifiés (étiquetage, inscription écrite, ensachage, etc.). De plus, les PPNU ne doivent pas être stockés sur l'exploitation plus de 12 mois à compter de la date à laquelle le produit ne bénéficie plus d'autorisation ou de permis de commerce parallèle. Ainsi, le producteur doit assurer la collecte des PPNU identifiés par les services compétents.

L'annexe 5 précise la liste des entreprises prestataires sur le territoire qui proposent ce service, moyennant paiement par l'agriculteur.

2. Le suivi technique de la production de salade « RUP Guyane »

Afin d'assurer le suivi de la culture de la salade labellisée « RUP Guyane », le producteur doit fournir les justificatifs suivants permettant de vérifier la bonne mise en œuvre des critères inscrits dans le cahier des charges. L'ensemble de ces justificatifs sont à conserver cinq ans sur l'exploitation.

- Une fiche de culture (du précédent cultural à la récolte des salades) est à remplir. Les informations inscrites dans la fiche de culture doivent être certifiées exactes par le représentant légal de l'exploitation. Pour l'accompagner dans l'enregistrement des informations, le producteur peut faire appel à un conseiller technique agricole. Dans ce cas, la certification du document est validée par l'apposition de la signature du producteur et du conseiller. La compétence du conseiller pourra être prouvée par des certificats de participation à des formations techniques ainsi que des diplômes. Dans ce cas, le contrôleur pourra contacter directement le conseiller en question afin de vérifier sa qualification. Si le producteur n'a pas accès à un technicien capable d'assurer le suivi de la culture labellisée, l'apposition de la seule signature du producteur suffit.

L'ensemble des informations à inscrire dans cette fiche sont détaillées dans les parties suivantes. Un exemple de fiche de culture est présenté à l'Annexe 2 avec l'ensemble des indications requises pour garantir le suivi de la culture labellisée.

- Un plan de l'exploitation localisé et/ou borné,
- Les factures d'achat du matériel végétal le cas échéant,
- Le(s) bon(s) de livraison lors de la vente de la production labellisée.

a. La plantation

Le parcellaire

Le producteur dispose d'un plan de son exploitation localisé et/ou borné. Il permet de justifier de la position géographique des parcelles.

Le producteur devra indiquer dans la fiche de culture, le précédent cultural pour chaque culture de salade ainsi que le type d'amendement organique apporté.

Le matériel végétal

Le producteur devra fournir les justificatifs permettant d'assurer la traçabilité du matériel végétal. Les justificatifs correspondent aux factures d'achat des semences ou des plants.

La mise en terre

La(es) date(s) de repiquage des plants de salade devra(ont) être enregistrée(s) dans la fiche de suivi de la culture.

b. La protection phytosanitaire

Le producteur doit enregistrer pour chacune de ses parcelles tout apport en produits phytopharmaceutiques. L'enregistrement de ces informations peut être réalisé dans un registre phytopharmaceutique selon le modèle présenté en [Annexe 3](#). Ce document doit contenir les informations relatives suivantes :

- Le nom commercial complet du produit utilisé,
- La quantité ou la dose de produit utilisé,
- La date de l'apport ou de l'intervention,
- Le nom de la personne ayant effectué le traitement,
- La (ou les) date(s) de récolte.
- L'identification de la parcelle traitée,
- La culture produite sur cette parcelle en précisant la variété,

Par ailleurs, lorsque qu'une présence repérée d'organisme nuisible ou de symptômes susceptibles d'affecter la sécurité sanitaire des produits d'origine végétale destinés à l'alimentation humaine est identifiée, le producteur doit également indiquer dans le document :

- Le nom de l'organisme nuisible ou, à défaut, une description de l'anomalie constatée ;
- La date du premier constat.

Enfin, ce document doit aussi présenter les résultats de toute analyse d'échantillons prélevés sur des végétaux ou d'autres échantillons qui revêtent une importance pour la santé humaine (si de telles analyses ont été réalisées par l'exploitant pendant l'année civile en cours).

c. Mise en place d'un module de lutte intégrée

Le producteur doit mettre en place obligatoirement au moins un module de lutte intégrée sur les parcelles de salades labellisées. Le producteur devra justifier de la mise en œuvre d'un module présenté dans la partie [III.4. f. Mise en place d'un module de lutte intégrée](#). Pour cela, il devra conserver la fiche de culture attestant du choix du module et de son application dans les parcelles labellisées.

En fonction du module sélectionné, les indications à compléter dans la fiche de culture sont différentes.

Si le producteur choisit le module 1, il devra justifier de la mise en place d'un paillage biodégradable ou végétal en indiquant le type de paillage(s) utilisé(s) ou d'interventions physiques de désherbage en précisant le nombre de passage effectué sur la parcelle (manuellement ou mécaniquement). De plus, aucun traitement herbicide ne devra être indiqué lors de l'enregistrement des traitements phytosanitaires.

Si le producteur sélectionne le module 2, il devra indiquer dans la fiche de culture, en fonction de la pratique sélectionnée, de :

- La mise en place d'une jachère en indiquant la date de mise en jachère,
- La mise en place d'un engrais vert en indiquant la date d'implantations de l'engrais vert et la(es) variété(s) implantée(s),
- La mise en place d'un précédent cultural en indiquant l'espèce cultivée et la date de début de récolte du précédent cultural.

d. La récolte

La date de début de récolte devra être notée dans la fiche de culture.

3. Modalités d'étiquetage

Lors de la livraison des salades labellisées en vue de leur vente, l'agriculteur devra conserver le bon de livraison qui doit alors indiquer le nom et l'adresse du producteur, la variété des salades, la catégorie de qualité et le calibre, la quantité cédée et la date de cession. Ces informations doivent être apposées par le producteur ou la structure de mise en marché du produit (organisation de producteurs) aussi bien sur le bon de livraison que sur l'étiquetage du contenant des salades. Un numéro de lot doit également être indiqué, sauf en cas d'exemption prévue par l'article R.412-6 du code de la consommation.

Le symbole graphique prévu pour les produits agricoles de qualité des régions ultrapériphériques devra être apposé sur les documents de vente et sur l'étiquetage des contenants de salades, en utilisant les règles techniques prévues par les dispositions réglementaires. Ces dispositions sont indiquées en [Annexe 6](#).

Annexes

Annexe 1 : Tableau récapitulatif des critères des cahiers des charges

INTITULE	THEMATIQUES	POINTS A CONTRÔLER	METHODES DE CONTRÔLE	JUSTIFICATIFS	
La gestion de l'exploitation	Transparence et traçabilité	Traçabilité	Possession d'une liste regroupant les clients et fournisseurs de l'exploitation avec leurs coordonnées	Documentaire	Listing des clients et fournisseurs avec leurs coordonnées
			Enregistrement des ventes et achats et archivage des factures correspondantes	Documentaire	Comptabilité avec factures correspondantes
			Informations enregistrées et documentation associée accessible	Visuel	Informations facilement mobilisables par le producteur
		Responsabilité de l'exploitant	Engagement de l'exploitant	Documentaire	Attestation sur l'honneur
	Le Certiphyto	Possession du certificat Certiphyto en cours de validité (si utilisation de PPT)	Documentaire	Certiphyto valide	
		Utilisation de produits phytosanitaires conformément à la réglementation (pratiques d'utilisation, stockage, nettoyage du matériel, utilisation d'EPI, etc.)	Dire d'agriculteur	Agriculteur connaît les conditions d'utilisation et de stockage des produits phytosanitaires	
	La gestion des déchets agricoles industriels	Déchets industriels stockés et triés	Visuel	Tri sélectif des déchets mis en place	
	Déchets industriels éliminés ou recyclés	Documentaire	Attestation de remise des déchets et adresse des centres de collecte du territoire		
Le suivi technique de la culture	La plantation	Le parcellaire	Parcelles situées en Guyane	Documentaire	Plan de l'exploitation localisé et/ou borné
			Enregistrement du précédent cultural de la parcelle	Documentaire	Fiche de culture
			Apport d'amendement organique	Documentaire	Fiche de culture
		Le matériel végétal	Semences ou plants achetés chez un producteur, un centre agréé ou un pépiniériste	Documentaire	Facture d'achat du matériel végétal
	La mise en terre		Enregistrement de la date de repiquage	Documentaire	Fiche de culture
	La protection phytosanitaire		Utilisation de produits autorisés pour la culture de la salade et l'usage sélectionné	Documentaire	Registre phytopharmaceutique
			Respect des conditions d'utilisation des produits phytosanitaires (doses)	Dire d'agriculteur	Doses appliquées sur la culture respectent les conditions d'utilisations du produit appliqué
			Enregistrement de toutes utilisations de produits phytopharmaceutiques	Documentaire	Registre phytopharmaceutique
			Sauvegarde des résultats d'analyses d'échantillons effectués	Documentaire	Résultats d'analyses d'échantillons effectués
			Mise en œuvre d'un module de lutte intégrée	Documentaire	Fiche de culture
	Mise en place d'une pratique de lutte intégrée	Module 1 : Suppression des traitements phytosanitaires herbicides	Mise en œuvre d'une pratique permettant la réalisation du module 1	Documentaire	Fiche de culture
			Utilisation d'un paillage végétal ou biodégradable	Documentaire	Fiche de culture
			Mise en place d'interventions physiques	Documentaire	Fiche de culture
		Module 2 : Rotation de cultures bénéfiques	Mise en œuvre d'une pratique permettant la réalisation du module 2	Documentaire	Fiche de culture
Mise en place d'une jachère pendant 2 mois minimum			Documentaire	Fiche de culture	
Mise en place d'un engrais vert pendant 2 mois minimum			Documentaire	Fiche de culture	
	Précédent cultural correspond aux précédents culturaux autorisés dans le cahier des charges	Documentaire	Fiche de culture		
La récolte	Enregistrement de la date de début de récolte	Documentaire	Fiche de culture		
Les modalités d'étiquetage		Informations réglementaires indiquées	Documentaire	Bon de livraison + Etiquetage	
		Symbole graphique RUP apposé sur les documents de vente et les contenants	Documentaire	Documents de vente + Etiquetage	
		Symbole graphique RUP illustré selon les règles techniques prévues par les dispositions réglementaires	Documentaire	Documents de vente + Etiquetage	

Annexe 4 : Liste des organismes de formation délivrant le certificat « Certiphyto » en Guyane

Nom de l'organisme de formation	Adresse du siège social	Adresse dans la région	Téléphone (siège social)
CFPPA de Matiti Macouria	Savane Matiti Av Henri Kong BP 53 97355 Macouria	Savane Matiti BP 53 97355 Macouria	05 94 38 71 46
Chambre d'Agriculture de Guyane 3 1 000942	1 Avenue des Jardins Sainte-Agathe 97355 Macouria	1, Av. des Jardins de St. Agathe 97355 Macouria	05 94 29 61 95
Pascal CUCHE 3 1 000441	Chez Mme A. SUTERA Chemin des donneuses d'eau 97118 Saint-François	Carrefour du Larivot – Lieu-dit Terca 97351 Matoury	06 90 41 82 45
RESOLIA-APCA 3 1 000217	9 avenue George V 75008 Paris	Chambre d'Agriculture de la Guyane 1 avenue des Jardins de Sainte-Agathe 97355 Macouria	01 40 64 16 70
ISTAV Institut Scientifique et Technique de l'Animal en Ville 3 1 000538	85 avenue pasteur 93260 Les Lilas	En entreprise 97300 Cayenne	01 43 62 67 82
BMDC-FORMACOM	Immeuble Rocheméane Morne Vergain 97139 Abymes	28 avenue de la liberté 97300 Cayenne	05 90 21 43 90
IRSEC 3 1 000954	P Rue Georges Eucharis, Lot DILLON Stade 97200 Fort de France	53, zone d'activité Galmot 97300 Cayenne	05 96 51 02 01

Annexe 5 : Liste des entreprises proposant un service de collecte des déchets agricoles

- Liste des entreprises de gestion de déchets :

Nom de l'entreprise	Personne contact	Lieu	Coordonnées
ENDEL	M. Lebrault	KOUROU	jean-louis.lebrault@endel.engie.com 05 94 32 72 73 / 05 94 32 72 73
IPES PENA	M. Dupuy	KOUROU	thierry.dupuy@groupepena.fr 06 94 42 91 03

- Liste des entreprises de location de bennes pouvant proposer un service de collecte :

Nom de l'entreprise	Personne contact	Lieu	Coordonnées
SOGEMA	M. Loreaux	CAYENNE	sogema.cayenne@wanadoo.fr 06 94 23 30 86
TRANS'MAT/ JUMBOLOCATION	M. Louveau	CAYENNE	p.louveau@octo973.fr 05 94 32 98 84 / 06 94 22 54 47
GUYALOC	M. Chauvet	CAYENNE	guyalocdir@orange.fr guyaloc.prestations@orange.fr 05 94 28 95 00 / 05 94 32 55 00

Annexe 6 : Conditions d'utilisation et de reproduction du symbole graphique

Le symbole graphique doit être reproduit et utilisé conformément aux dispositions suivantes :

- Le symbole graphique doit toujours être imprimé sur un fond blanc et si possible, tout en couleur, en quadrichromie. Exceptionnellement, il peut être reproduit en noir et blanc. Lorsque le symbole graphique fait partie d'une photo ou se trouve sur un fond coloré, il doit être placé sur un plan blanc encadré,
- Le texte est reproduit en caractère Linotype Univers Condensed, condensé à 65%
- L'espace séparant le drapeau du texte est égal à la moitié de la hauteur du drapeau.
- Les couleurs utilisées doivent correspondre aux caractéristiques suivantes :

Couleurs de référence			
	Jaune quadrichrome: 00109000 – 10 % magenta, 90 % jaune		Drapeau quadrichrome: XX800000 – 100 % cyan, 80 % magenta
	Vert quadrichrome: XX008000 – 80 % cyan, 80 % jaune		Étoiles quadrichromes: 0000XX00 – 100 % jaune
	Bleu quadrichrome: XX100000 – 100 % magenta, 10 %	Le nom des régions figure toujours en caractères noirs.	
Noir et blanc de référence			
	Jaune = 30 %		Drapeau = 100 %
	Vert = 80 %		Blanc
	Bleu = 60 %	Le nom des régions figure toujours en caractères noirs.	

- Le pourcentage de réduction du symbole graphique doit respecter les modalités suivantes :

Pourcentage de réduction	
	
Le symbole graphique en couleur ne doit pas être reproduit ni imprimé dans une dimension inférieure à 25 mm de hauteur en raison de la taille des étoiles du drapeau européen. En noir et blanc, la dimension minimale est de 30 mm de hauteur.	
Lorsqu'on place sur un plan blanc encadré le symbole graphique, l'espace qui entoure ce dernier doit correspondre à la hauteur du drapeau européen.	